

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	2
PARTIE I : L’AGRICULTURE : UN MOTEUR DE DEVELOPPEEMENT ET DE LUTTE CONTRE L’INSECURITE ALIMENTAIRE.....	5
CHAPITRE I : De l’agriculture à la sécurité alimentaire : condition sine qua non du développement.....	7
CHAPITRE II : Les différentes politiques agricoles et les instruments permettant d’atteindre l’objectif de développement.....	19
PARTIE II : ANALYSE DE QUELQUES CAS DANS CERTAINS PAYS.....	31
CHAPITRE I: Les caractéristiques de l’insécurité alimentaire au Mali.....	33
CHAPITRE II : Les particularités de l’insécurité alimentaire à Madagascar.....	45
CHAPITRE II : Synthèse.....	66
CONCLUSION.....	73

LISTE DES ACRONYMES

BIT : Bureau International de Travail

CARI : Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Safety

CFSAM : Crop and Food Security Assessment Mission

CNS : Caisse Nationale de Santé

DUDH : Déclaration Universelle du Droit de l'Homme

EDSM : Enquête Démographique et de Santé au Mali

EFSA : European Food Safety Authority

FAO : Food and Agriculture Organization

FCFA : Franc CFA

HEA : Higher Education Academic

IAM : Insécurité Alimentaire Moderne

IAS : Insécurité Alimentaire Sévère

IDH : Indicateur de Développement Humain

ILO : International Labour Organization

IPAR : Initiative Prospective Agricole et Rurale

LOA : Loi d'Orientation Agricole

MAFAP : Monitoring and Analysing Food Agricultural Policies

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectif du Millénaire pour le Développement

PAC : Politique Agricole Commune

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PED : Pays en Développement

PMA : Pays Moins Avancés

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SA : Sécurité Alimentaire

SAP : Système d'Alerte Précoce

SMA : Sommet Mondial de l'Alimentation

USAID : United States Agency for International Development

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Les caractéristiques de la sécurité alimentaire.....	11
Tableau 2 : Liste des grands types d'instruments de politique agricole.....	26
Tableau 3 : Instruments de politique commerciale.....	27
Tableau 4: Indicateurs du CARI (Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire).....	36
Tableau 5: Classes d'insécurité alimentaire (approche CARI).....	36
Tableau 6: Niveau de sécurité alimentaire.....	37
Tableau 7: Quintile de richesse selon la classe de sécurité alimentaire des ménages.....	38
Tableau 8: Evolution de la sécurité alimentaire des ménages par rapport de septembre 2015 à Septembre 2014.....	39
Tableau 9: Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire dans les différentes zones enquêtées.....	47
Tableau 10: Estimation du nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les différentes zones enquêtées.....	49
Tableau 11: Répartition (en %) de l'insécurité alimentaire des ménages dans les différents Fokontany de la région Analamanga en 2011.....	52
Tableau 12 : Indice composite de vulnérabilité de la zone d'Analamanga.....	54
Tableau 13 : Productions de riz (paddy) en 2012/13 (tonnes).....	54
Tableau 14 : Evaluation de la campagne 2012/2013.....	54
Tableau 15: Productions de riz (paddy) en 2012/13 (tonnes).....	55
Tableau 16: Evaluation de la campagne agricole 2012/2013 (Région Sofia).....	57
Tableau 17: Classement 2013 des pays selon leur IDH.....	66

LISTE DES GRAPHES

Graphe 1 : Evolution de l'offre alimentaire entre 1961 et 2009.....	10
Graphe 2 : Nombre de personnes sous alimentées dans le monde.....	13
Graphe 3: Madagascar – Classification de la sécurité alimentaire.....	52

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Insécurité alimentaire modérée et sévère suivant les cercles.....	35
Figure 2: Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national...37	
Figure 3: Carte de la région SUD de Madagascar.....	60

GLOSSAIRE

La sécurité alimentaire : est une situation qui garantit à tout moment à une population, l'accès à une nourriture à la fois sur le plan qualitatif et quantitatif.

L'insécurité alimentaire : est l'impossibilité d'accéder à tout moment à une alimentation suffisante, saine et nutritive permettant de mener une vie saine et active.

La sous-alimentation : est l'insuffisance quantitative de l'apport alimentaire suffisamment prolongée pour provoquer des troubles organiques ou fonctionnels.

Le développement économique : désigne les évolutions positives dans les changements structurels d'une zone géographique ou d'une population : démographiques, techniques, industriels, sanitaires, culturels, sociaux,...

Une politique agricole : est un système de régulation ou de subvention mis en place par le gouvernement pour augmenter les rendements agricoles tout en maintenant les revenus des exploitants.

La malnutrition : est la conséquence d'une alimentation insuffisante en qualité comme en quantité, elle est le résultat de carences, d'excès, ou de déséquilibres d'énergie, de protéines et d'autres nutriments.

La malnutrition aiguë : est un problème de santé publique dévastateur aux proportions épidémiques et qui est très rencontré chez les enfants de moins de cinq ans.

La famine : est une situation dans laquelle la population d'une zone géographique donnée, ou seulement une partie de cette population, manque de nourriture.

La pénurie : est une situation où une entité ou une collectivité territoriale ou un groupe de personnes manque d'un ou de plusieurs produits, ressource naturelle ou services ; mais à savoir qu'en science économique, c'est quand le prix est inférieur au prix d'équilibre.

L'économie agricole : est une partie de l'économie ou de la science économique qui concerne l'agriculture, ou précisément, elle est la direction économique qui gère les différents aspects de l'agriculture et du milieu en général.

Les intrants : ce sont les différents produits apportés aux terres et aux cultures, qui ne proviennent ni de l'exploitation agricole, ni de sa proximité, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas naturellement présents dans le sol, ils y sont rajoutés pour améliorer le rendement des cultures.

Les transferts publics : ce sont les pensions, les retraites, les intérêts de la dette publique.

Un aléa naturel : c'est un événement ayant pour origine un phénomène naturel, en opposition à un événement qui fait suite à une action humaine.

La denrée alimentaire : c'est une marchandise qui peut être consommée par l'homme ou les animaux.

La besoin fondamentaux : ce sont les besoins existentiels et de réflexion.

La culture vivrière : c'est une agriculture essentiellement tournée vers l'autoconsommation et l'économie de subsistance, elle fournit aussi des produits alimentaires destinés principalement aux cultivateurs et à la population locale.

La zone rurale : est l'ensemble de la population, du territoire et des autres ressources des campagnes c'est-à-dire les zones situées en dehors des grands centres urbanisés.

L'explosion démographique : c'est un accroissement démographique très élevé et donc très rapide de la population.

L'autosuffisance alimentaire : c'est la possibilité pour un pays de subvenir aux besoins alimentaires de son peuple par sa seule et propre production.

Les pays sahélien : du Sahel c'est-à-dire région de l'Afrique, bordant le Sahara au Sud. C'est une bande orientée ouest-est, étirée du Sénégal au Soudan, à la pluviosité réduite et surtout irrégulière, couverte d'une maigre steppe.

La sylviculture : c'est l'ensemble des techniques visant à créer, renouveler, améliorer un peuplement forestier en anticipant, accompagnant ou orientant la croissance naturelle des arbres vers une production de biens ou de services sans compromettre l'avenir de l'écosystème forestier.

La période de soudure : c'est la période précédant les premières récoltes et où le grain de la récolte précédente peut venir à manquer ; pour en savoir plus : c'est la période durant laquelle la production en aliment de base ne couvre plus la consommation des ménages, il y a alors souvent pénurie et flambée brutale des prix parfois accentuée par la spéculation.

La vulnérabilité : lorsque nous parlons de personnes qui sont vulnérables ce sont des personnes qui sont capables de maintenir un niveau acceptable de sécurité alimentaire dans le présent, mais qui pourraient être à risque de souffrir d'insécurité alimentaire dans le futur.

La faim : elle peut être décrite comme une sensation douloureuse causée par une consommation insuffisante d'énergie alimentaire, en d'autres termes, la faim est une privation alimentaire.

LA SECURITE ALIMENTAIRE VIA L'AGRICULTURE : UN FACTEUR DE DEVELOPPEMENT

INTRODUCTION

Dans le monde, « la sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine » (FAO, 1996). Par cette définition, la réalisation de la sécurité alimentaire reste un défi majeur à relever. Pour l'atteindre, le problème de l'insécurité alimentaire dans le monde doit être prioritaire et fait l'objet d'un cycle de réflexion.

Avec 1,02 milliards de personnes sous-alimentées en 2009, soit environ 150 millions de plus qu'il y a deux ans, parler de « la sécurité alimentaire durable pour tous » paraît ainsi illusoire. La hausse des prix alimentaires nationaux, la crise économique et financière mondiale, l'augmentation du chômage entraînant la perte de revenu et réduisant l'accès des pauvres à l'alimentation ou même le changement climatique sont des principaux événements qui ont contribué à la dégradation de l'état de la sécurité alimentaire. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant a affecté en particulier les familles les plus pauvres, les forçant à consacrer certains besoins fondamentaux tels que les soins de santé, l'éducation ou même la consommation alimentaire qui représente, en général, une grande part dans les budgets des populations pauvres. Si les enjeux agricoles mondiaux ont longtemps été polarisés autour des questions d'ouverture commerciale, les émeutes de la faim de 2007-2008 ont rappelé que les questions d'insécurité alimentaire et de pauvreté étaient des défis majeurs et urgents pour l'agriculture. Les tensions persistantes sur ce sujet, depuis lors, montrent bien que cet épisode n'était pas qu'un événement conjoncturel. Des changements radicaux doivent être imposés au niveau des systèmes agricoles et alimentaires, si notre planète veut réussir à vaincre la faim et la malnutrition et répondre à la demande d'aliments des générations présentes et futures.

Cela dit, pour assurer la sécurité alimentaire, il faut au préalable remplir certaines conditions qui rendent l'aptitude physique et mentale des populations. De cela, il faut développer la recherche agricole ainsi que la formation des paysans, la satisfaction des besoins de santé et favoriser la culture vivrière. Donc, il faut promouvoir l'agriculture comme instrument fondamental du développement durable et de réduction de l'insécurité alimentaire même si elle n'est pas la seule à pouvoir réaliser un tel objectif, mais elle s'est révélée avoir un impact unique et rapide.

En effet, l'agriculture dans les pays en développement fait face aujourd'hui à de nombreux défis parmi lesquels il faut citer entre autre : la lutte contre la pauvreté ; le développement des marchés agricoles afin d'améliorer les revenus des producteurs et intégrer un espace économique dynamique et porteur de croissance ; l'insécurité alimentaire conjoncturelle en raison de la dépendance des importations croissantes de denrées alimentaires ; la dégradation accélérée de l'environnement, née des effets conjugués de l'agriculture traditionnelle itinérante sur brûlis et de l'exploitation abusive des ressources naturelles qui menacent la base productive de l'agriculture. Les politiques agricoles et ses instruments visent prioritairement à lever ces contraintes et à améliorer le cadre global de développement en mettant l'agriculture au centre des stratégies de développement d'un pays, car ils occupent une place très importante à cause de la relation qu'ils établissent entre la production et le marché.

Pour certains pays, le problème principal et le plus élémentaire est celui de l'insécurité alimentaire : leur populations sont confrontées à des problèmes de nourriture, victimes de catastrophes soudaines ou de longues durée, naturelles ou causées par l'homme.

Pour le cas du Mali, la crise alimentaire s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs dont les plus importants sont la stagnation, voire la baisse de la production alimentaire par habitant à cause de la croissance rapide de la population par rapport aux gains de productivité agricole et la pauvreté des populations. Mali, c'est le pays qui regorge le taux le plus élevé de la malnutrition aiguë, supérieur au seuil critique de 10%.

Pour Madagascar, l'économie est basée sur une agriculture fortement tributaire des aléas climatiques, une grande portion de la population est sous-alimentée. Cette situation est devenue plus critique au cours de ces dernières années à cause de la fragilité de l'agriculture engendrée par la dégradation de l'environnement et les effets du changement climatique, qui sont de plus en plus perceptible au niveau local à travers la précocité des périodes de cyclones et l'absence de pluie. Outre cela, une crise sociopolitique a secoué le pays depuis 2009. Cette crise a un impact négatif réel sur les différents secteurs sociaux tels l'éducation, la sécurité alimentaire des ménages, l'agriculture, l'eau et assainissement. Durant la période de crise, la cherté du coût de la vie, la baisse du revenu, l'endettement et l'insécurité frappent un grand nombre des ménages.

D'une vision globale, la lutte contre l'insécurité alimentaire reste un défi pour les pays en développement même si certains pays considérés comme tels ont virtuellement éradiqué la

faim. Dans certaines régions du monde surtout celles de l'Afrique, la malnutrition reste dramatique.

Lors du Sommet Rio+20, qui s'est tenu récemment, les dirigeants mondiaux ont réaffirmé ce qui suit: «l'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables en faveur de modes durables, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles sur lesquelles repose le développement économique et social sont à la fois les objectifs premiers et les préalables indispensables du développement durable.» La réalisation de ces objectifs est littéralement d'importance vitale, si l'on veut assurer la sécurité alimentaire et garantir une nutrition adéquate pour tous. Ainsi, tout cela nous amène à nous poser la question suivante : « relever ce défi d'assurer la sécurité alimentaire pour tous, menant à un développement durable est-il possible, surtout dans le cas d'un pays pauvre comme Mali et Madagascar ? ».

Afin de répondre à cette problématique, nous allons procéder comme suit. Dans la première partie, nous allons voir, l'agriculture : un moteur de développement et de lutte contre l'insécurité alimentaire ; dans laquelle nous allons d'abord présenter les liens qui raccordent l'agriculture à la sécurité alimentaire comme condition sine qua non du développement (Chapitre 1), ensuite, nous procéderons à une analyse sur les instruments de la politique agricole (Chapitre 2). Dans la deuxième partie, nous allons faire l'analyse de quelques cas dans certains pays. Dans cette deuxième partie, nous allons présenter les caractéristiques de l'insécurité alimentaire au Mali (Chapitre 1), ensuite nous allons traiter en détail les particularités de l'insécurité alimentaire à Madagascar (Chapitre 2) et enfin, nous allons faire une analyse comparative des deux pays (Chapitre 3).

PARTIE I :
L'AGRICULTURE : UN
MOTEUR DE
DEVELOPPEMENT ET
DE LUTTE CONTRE
L'INSECURITE
ALIMENTAIRE

Depuis plusieurs décennies, le problème de la faim dans le monde est devenu récurrent et la satisfaction des besoins alimentaires se pose de plus en plus comme un défi lancé à l'humanité. Toutefois il faut reconnaître que même si ce problème semble avoir pris de l'ampleur ces derniers temps avec la pression démographique, la raréfaction des ressources naturelles et les catastrophes naturelles, ce n'est pas un phénomène nouveau.

L'agriculture, au regard intéressé de nombreux locataires de cette planète, reste un moyen avec lequel on peut compter si l'on veut voir accroître son économie. Ainsi, faut-il entendre par l'agriculture, l'ensemble des opérations de culture et mise en valeur du sol ayant pour but d'obtenir le produit végétal ou animal utilisé par l'homme. De ce fait, le secteur agricole, qui englobe la production agricole stricto sensu, la foresterie, la pêche et l'élevage, est la source principale d'emplois et de revenus dans les zones rurales, où vivent la plupart de ceux qui souffrent de la pauvreté et de la faim dans le monde.

Il est à remarquer qu'elle est une activité non moins négligeable quant à l'assurance de la sécurité alimentaire. En effet, parler de l'agriculture à la sécurité alimentaire comme facteur de développement reviendrait à mettre sur tapis les notions de l'agriculture rurale et celles de la sécurité alimentaire. Un développement accéléré et soutenu de l'agriculture est alors la clé qui réduirait la pauvreté.

Afin d'assurer le déroulement de ces objectifs et pour améliorer l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, des politiques agricoles et divers instruments devraient être mise en exergue. D'un autre côté, ces politiques agricoles se construisent souvent autour d'une combinaison de ces différents instruments. L'Etat à lui seul ne peut faire face à ces défis colossaux, c'est pour cela que, parfois, d'autres organismes non gouvernementaux jouent un rôle capital dans la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la création d'emplois.

CHAPITRE I : DE L'AGRICULTURE A LA SECURITE ALIMENTAIRE : CONDITION SINE QUA NON DU DEVELOPPEMENT

A/ Quelques notions à retenir

1. Notion sur l'agriculture

« L'agriculture est le premier métier de l'homme ; c'est le plus honnête, le plus utile et par conséquent, le plus noble qu'il puisse exercer. » Jean-Jacques Rousseau

Etant une des plus anciennes activités de l'homme sur la terre, l'agriculture dans son acception large désigne « l'activité économique ayant pour objet la transformation et la mise en valeur du milieu naturel afin d'obtenir les produits végétaux (...) utiles à l'homme, en particulier ceux qui sont destinés à son alimentation ». Comme les trois quarts des habitants pauvres des pays en développement vivent dans les espaces ruraux et tirent, directement ou indirectement, leur subsistance de l'agriculture, alors l'agriculture peut être vue comme étant un instrument de développement crucial pour la réalisation de l'objectif de développement pour le Millénaire. Rappelons que cet OMD visait à réduire de moitié en 2015, la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de faim chronique.

Du point de vue économique, l'agriculture représente un secteur d'activité, mieux, une activité génératrice de revenu à partir de l'exploitation des terres, de la culture, etc... A ce titre, elle contribue à la formation du revenu national et à l'emploi de la main d'œuvre. Par ailleurs, il est important de noter que l'agriculture peut être pratiquée tant au niveau urbaine que rurale. L'agriculture urbaine se définit brièvement comme étant « la pratique des activités agricoles dans le milieu intra urbain », notamment dans les jardins potagers de l'arrière-cour des maisons. Les cultures sont pratiquées afin de subvenir aux besoins alimentaires quotidiens. Toutefois, dans notre étude, nous allons plus nous focaliser sur l'agriculture rurale que sur cette agriculture urbaine. Ainsi, l'agriculture rurale se réfère aux productions nécessitant une concentration des capitaux et une forte mécanisation, qui sont généralement destinées à l'exportation après éventuellement une première transformation industrielle sur place.

L'activité agricole est dotée de nombreuses spécificités non moins négligeables dont il faut tenir compte pour comprendre son fonctionnement : la terre, les conditions naturelles et les saisons, la rigidité de la demande, etc... C'est un outil capital pour la relance de l'activité

économique. « Les pays qui sont devenus riches ont commencé par construire une agriculture prospère ; ceux qui ont voulu d'abord construire une industrie lourde ont échoué dans leur politique de développement ». L'agriculture est le secteur moteur de développement et de la croissance économique, elle couvre les besoins alimentaires de la population. Parmi les facteurs pouvant affecter le niveau de la production agricole, on distingue: la mauvaise pluviosité, la dégradation des sols, l'érosion, l'utilisation insuffisante d'engrais, les problèmes fonciers, la sécheresse due aux problèmes d'irrigation, etc... Tous ces facteurs influent directement ou indirectement au niveau de la production agricole.

De ce fait, le développement agricole à l'échelle mondiale pose à l'humanité le plus grand défi de son histoire. Malgré les progrès considérables de la science et de la technologie, la production alimentaire ne suffit pas à répondre aux besoins de la population, surtout dans les pays du tiers monde. A l'heure actuelle, le nombre de ceux qui sont menacés par la famine dépasse 50 millions et ceux qui souffrent de malnutrition vont jusqu'à 700 millions. Cette situation deviendra encore plus difficile dans un proche avenir, puisqu'il y aura 3 milliards de plus de bouches à nourrir d'ici l'an 2025. La grande tâche des prochaines années sera d'accroître la production alimentaire dans la plupart des pays en développement et d'assurer l'accès des populations à la nourriture.

D'après l'ouvrage de Thomas Robert Malthus (1766-1834) « essai sur le principe de la population » (1798), il affirme que *«lorsque la population n'est arrêtée par aucun obstacle (...) elle croît de période en période de manière géométrique, alors que les moyens de subsistance dans les conditions les plus favorables à l'industrie ne peuvent croître plus rapidement que selon une progression arithmétique»* cette situation a donc pour conséquence de creuser l'écart entre les besoins et les disponibilités alimentaires. Pour éviter les situations catastrophiques qui en découleront nécessairement il est important d'intensifier les activités de recherche et de vulgarisation de l'agriculture en vue de faire connaître aux agriculteurs des technologies et techniques agricoles appropriées, et de les entraîner à les utiliser. En effet, le véritable enjeu du développement agricole est une augmentation durable et progressive de la production, qui préserve simultanément la durabilité des ressources productives et prévienne leur dégradation. Autrement dit, le monde entier, pays développés ou en développement, doivent relever le défi du développement agricole durable afin d'assurer la sécurité alimentaire pour les générations futures.

2. Notion de sécurité alimentaire

a) Conception d'Amartya Sen

L'approche de ce lauréat du prix Nobel d'économie est connue sous le nom de l'approche par les « entitlements » reposant sur l'aptitude des individus à contrôler la nourriture par le biais des moyens légaux qui existent dans la société comme le travail, les échanges, les transferts et la production. L'auteur identifie quatre types d'« entitlements » liés à la nourriture, à savoir « production-based entitlements », « labor-based entitlements », « trade-based entitlements » et « transfer-based entitlements ». Ces quatre composantes sont très importantes pour contribuer à illustrer ce que signifie la sécurité alimentaire.

Tout d'abord, le droit de l'individu lié à la production (production-based entitlements) implique pour certains le droit de consommer sa propre production, et pour d'autres le droit d'accès aux terres et aux bétails, et éventuellement le droit d'en posséder. La promotion de ce droit, notamment en faveur des petits producteurs, nécessite l'intervention des politiques gouvernementales pour augmenter la capacité de production (recherche, accès au crédit, réforme foncière, système d'irrigation, investissements...)

Quant au droit de l'individu lié au travail (labor-based entitlements), il implique la possibilité d'obtenir un revenu en fournissant la main d'œuvre. Le gouvernement peut contribuer à donner plus de motivations en créant des opportunités d'emploi à la fois dans les zones rurales et urbaines, en octroyant des aides financières pour les petites entreprises et en facilitant l'accès au soin ou à l'éducation.

La possibilité d'accéder à la nourriture peut être facilitée aussi par les échanges sur les marchés (trade-based entitlements). Cependant, cet accès sera plus ou moins grand selon la variation de prix des produits alimentaires, variation qui dépend de plusieurs facteurs: existence ou non de mécanisme de contrôle des prix par le gouvernement, coût de transport, existence de subvention à l'exportation, diversification de produits exportés dans le but de réduire une trop grande dépendance d'un produit. Afin d'assurer la sécurité alimentaire sur cette base d'une manière, le gouvernement a intérêt à surveiller le fonctionnement des marchés et à maintenir des fonds destinés à importer la nourriture en cas de pénurie. Parfois, il s'avère non nécessaire de procéder à des achats car les autres Etats peuvent simplement faire des dons alimentaires.

Le droit de l'individu basé sur le « transfer-based entitlements » peut être fragilisé par les politiques commerciales de certains Etats consistant à diminuer l'aide alimentaire

internationale ou à réduire les dépenses budgétaires au titre de programmes d'aide alimentaire internes.

Cette conception d'Amartya Sen permet de comprendre les différentes composantes nécessaires pour arriver à atteindre la sécurité alimentaire. Le défaut de ces «entitlements » laisse présager le début possible de famines. Il paraît ainsi nécessaire de transposer cette conception basée sur les droits de l'individu sur les droits des Etats (state entitlements). Ainsi, la sécurité alimentaire d'un Etat implique un bon fonctionnement des trois composantes: « production-based entitlements » signifiant la capacité de production suffisante à l'intérieur du pays ; « trade-based entitlements » impliquant la disposition de capacité financière destinée à des achats de produits alimentaires et « transfer-based entitlements » nécessitant l'accès à l'aide alimentaire internationale ou à des ventes concessionnaires de produits alimentaires, et cela sans que le pays soit une cible de l'embargo alimentaire.

Certains auteurs préconisent la nécessité de varier l'utilisation de ces «entitlements» pour promouvoir la sécurité alimentaire. Les Etats n'ont pas intérêt à compter seulement sur leur production interne ou à constituer leur stock alimentaire uniquement à partir des échanges sur les marchés mondiaux. En étant trop dépendant d'un «entitlement », les Etats risquent de se retrouver très facilement dans un état d'insécurité alimentaire. Par exemple, il suffit que les prix de produits alimentaires augmentent pour que la disponibilité et l'accessibilité alimentaires d'un Etat soient affectées. Une mauvaise récolte dans un Etat peut causer une baisse de capacité d'exportation et ainsi une chute importante de revenu des producteurs. Un Etat qui cherche à promouvoir sa sécurité alimentaire à l'aide de plusieurs «entitlements» semble être moins affecté par la survenance d'un événement imprévu.

En tout, Amartya Sen a initialement bâti sa réflexion autour des droits de l'individu. La solution de transposition aboutissant aux « State entitlements » paraît plutôt fonctionnelle mais imparfaite. Il serait ainsi plus pratique de s'inspirer ou même de reprendre une définition déjà convenue dans un forum international.

b) Définition selon la Déclaration de Rome sur la Sécurité Alimentaire (1996)

La sécurité alimentaire s'inscrit dans le cadre de la déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) en 1948 et particulièrement dans la déclaration de Rome de 1996.

« La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » [Sommet mondial de l'alimentation (SMA), 1996].

D'après cette notion, il faut noter que la sécurité alimentaire ne représente pas seulement la nécessité de reconnaître et de réaliser un droit fondamental de toute personne d'être à l'abri de la faim. Les problèmes alimentaires (crises alimentaires ou sanitaires) ne peuvent plus être simplement résolus par la volonté de constituer des stocks alimentaires suffisants. Autrement dit, l'accessibilité physique et économique à la nourriture ne permet pas de garantir l'état de sécurité alimentaire en faveur de la population d'un pays quelconque. Il faut que cette population soit également en mesure de consommer, à tout moment, des produits alimentaires sains, nutritifs et correspondants à ses préférences alimentaires. Ainsi, les quatre composantes qui se dégagent de cette définition sont les suivantes : l'accessibilité, la disponibilité, la consommation salubre et la stabilité.

Tableau 1 : Les caractéristiques de la sécurité alimentaire

<p>La DISPONIBILITÉ PHYSIQUE des aliments</p>	<p>« C'est la capacité des producteurs de biens (production) et de services (circulation) alimentaires de rendre effectivement disponible les approvisionnements pour l'usage des consommateurs. » La disponibilité alimentaire porte sur le « côté de l'offre » et est déterminée par le niveau de production et de provision</p>
<p>L'ACCÈS économique et physique des aliments</p>	<p>« C'est la capacité de la population à acquérir l'approvisionnement rendu disponible sur les marchés. » Pour que la population ait cet accès, il faut que l'alimentation soit accessible physiquement grâce à sa disponibilité matérielle et un approvisionnement régulier, tout en cherchant à limiter le plus possible des situations de fluctuations et celles de pénuries chroniques. On peut donc dire que les produits alimentaires sont accessibles lorsque ces produits réussissent à satisfaire de manière adéquate des besoins alimentaires, ou lorsque le prix de ces produits est abordable et cela même si ces produits ne soulagent qu'une partie des besoins alimentaires.</p>

<p align="center">LA CONSOMMATION des aliments</p>	<p>C'est l'élément qui permet d'établir l'état nutritionnel et l'état de santé des individus. Une consommation peut être considérée comme étant adéquate lorsqu'« un organisme donné, quel que soit son âge et les dépenses énergétiques que nécessite sa condition, est satisfait de ses besoins nutritionnels par un apport adéquat en qualité et en quantité d'énergie et d'éléments nutritifs essentiels ». Cela permet ainsi aux individus de mener une vie saine et active. Cependant, cette consommation est conditionnée d'abord par des facteurs en amont tels que la disponibilité et l'accessibilité alimentaire</p>
<p align="center">LA STABILITÉ des trois autres dimensions dans le temps</p>	<p>La stabilité signifie que « l'accès aux ressources alimentaires doit être permanent et durable. » Cette composante assure la durabilité de la sécurité alimentaire dans ses deux volets : « food safety » et « food security »</p>

Source : Auteurs

Cette définition de la sécurité alimentaire est la plus communément acceptée et la plus complète. Cela se vérifie d'ailleurs par le fait qu'elle soit reprise par la déclaration du sommet mondial sur la sécurité alimentaire de 2002 et 2009, alors que la définition date de 1996.

3. Notion de développement

François Perroux (1961) : le développement c'est « *la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global* ».

Auparavant, pendant la phase de construction de la pensée des pionniers du développement, croissance économique et développement étaient synonymes. Le développement signifiait l'obtention d'une croissance économique significative sur une longue période.

En effet, le développement englobe des bouleversements plus grands (valeurs et normes sociales, structure sociale, etc...) que le simple processus de croissance économique : le développement est par nature un phénomène qualitatif de transformation sociétale

(éducation, santé, libertés civiles et politiques...) alors que la croissance économique est seulement un phénomène quantitatif d'accumulation de richesses.

Pourtant, même si le développement implique la croissance, il ne peut se réduire à celle-ci. La croissance représente certes, la dimension prépondérante du concept, mais ne suffit pas pour rendre compte des autres dimensions que le développement incorpore. Le développement, au-delà du concept de croissance qui est d'ordre quantitatif et mesurable, postule aussi des idées de qualités, qui, d'ailleurs, échappent à toute mesure et débordent du champ de l'analyse économique. Il implique une hausse du bien-être social, des changements dans les structures et une mutation de la société toute entière.

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) définit le développement comme le fait d'« élargir l'éventail des possibilités offertes aux hommes ». Le PNUD propose ainsi quatre critères pour mesurer le niveau de développement d'un pays :

- La productivité qui permet d'enclencher un processus d'accumulation ;
- La justice sociale : les richesses doivent être partagées au profit de tous ;
- La durabilité : les générations futures doivent être prises en compte (dimension à long terme du développement) ;
- Le développement doit être engendré par la population elle-même et non par une aide extérieure.

La question fondamentale à laquelle il nous faut répondre avant de poursuivre notre analyse est : Que signifie véritablement l'expression « développement agricole et rural durable »? La définition du développement rural donnée par la Commission mondiale de l'environnement et du développement est la suivante: « Le développement durable répondrait aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Le Conseil de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) quant à lui définit comme suit le développement agricole durable: « Pour un développement durable, il faut aménager et conserver les ressources naturelles et orienter les changements techniques et institutionnels de manière à satisfaire les besoins des générations actuelles et futures. Dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches, il s'agit de conserver les terres, les eaux et le patrimoine zoo-génétique et phylogénétique, et d'utiliser des moyens sans danger pour l'environnement, économiquement viables et socialement acceptables. »

Conformément à cette définition, le développement agricole et rural durable suppose la mise en valeur et la conservation des ressources naturelles et des ressources humaines dans un cadre propre à assurer la viabilité économique des mesures de développement et le soutien populaire à ces mesures, avec le concours de ceux qui se livrent à l'agriculture, qui sont principalement des ruraux. Le développement agricole doit donc être considéré comme un élément essentiel d'un cadre de vastes dimensions incluant des aspects relatifs au développement rural et à l'environnement.

Ainsi, le développement ne peut être atteint que par l'adoption de stratégies de développement agricole assurant en même temps, la sécurité alimentaire.

B/ L'agriculture au cœur des stratégies de développement

Theodore Schultz entama son discours d'acceptation du prix Nobel d'économie de 1979 en faisant l'observation suivante :

« Pour la plupart, les habitants de la planète sont pauvres ; par conséquent, étudier l'économie de la pauvreté nous apporterait beaucoup de renseignements sur les principes économiques qui comptent vraiment. Partout dans le monde, les pauvres tirent en majorité leur revenu de l'agriculture ; par conséquent, étudier l'économie agricole nous apporterait beaucoup de renseignements sur l'économie de la pauvreté » (Schultz, 1979).

Dans une période de crise économique et surtout alimentaire propice aux interrogations et remises en cause des modèles de développement, nous revenons à l'idée selon laquelle la base fondamentale du développement n'est axée que sur l'agriculture. Pourtant, rapprocher les notions « développement agricole » et « sécurité alimentaire » confine au truisme : il faut à la fois assurer l'accroissement des gains de productivité pour les producteurs tout comme l'accès aux marchés et aux actifs pour les consommateurs.

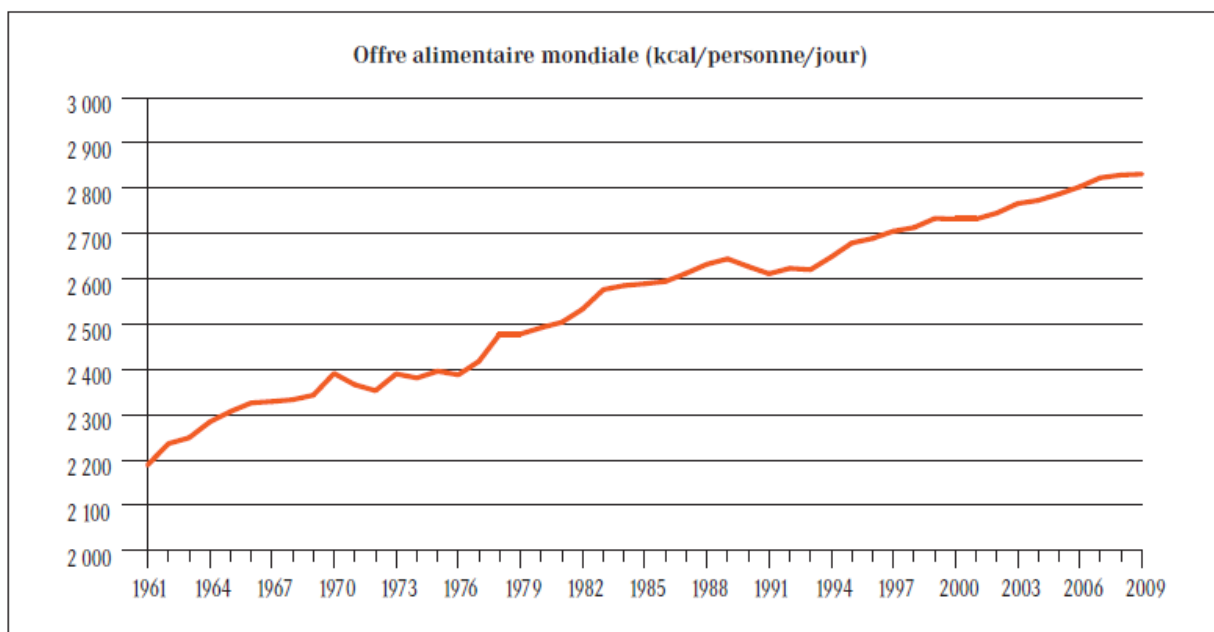
1. L'importance économique du développement agricole dans la lutte contre la pauvreté et pour parvenir à la sécurité alimentaire

Nous constatons que les habitants des pays en développement dont la subsistance est tributaire de l'agriculture sont encore, en règle générale, bien plus pauvres que ceux qui travaillent dans d'autres secteurs de l'économie. De plus, ils représentent une forte proportion - souvent la majeure partie – de la totalité des pauvres dans leur pays.

▪ L'offre alimentaire

Au niveau mondial, les énormes gains de productivité de ces dernières décennies ont permis d'accompagner la croissance démographique et l'augmentation des besoins par habitant, qui ont par ailleurs largement évolué dans leurs compositions. Comme l'indique la figure ci-dessous, la disponibilité alimentaire mondiale par habitant a progressé de façon continue depuis plus de 50 ans et ce résultat reste valable à surface agricole constante. Ce succès passé ne garantit pourtant pas que le défi de disponibilité alimentaire soit relevé dans l'avenir. En effet, quelles que soient les projections, et sans sous-estimer la question majeure du gaspillage, l'augmentation des capacités de production mondiale, par accroissement de la productivité, doit demeurer une priorité. C'est le rôle essentiel de l'agriculture et le premier défi de l'innovation agronomique : trouver de nouveaux leviers de rendement dans un environnement climatique incertain et tenant compte de ressources naturelles parfois saturées. Ce défi a déjà été relevé par le passé, déjouant les pronostics malthusiens les plus pessimistes, mais reproduire un tel effort suppose de réinvestir davantage le sujet, via la recherche-développement et la diffusion des innovations. Or, on constate que les marges de croissance de la productivité agricole se trouvent majoritairement dans les pays émergents et en développement.

Graph 1 : Evolution de l'offre alimentaire entre 1961 et 2009

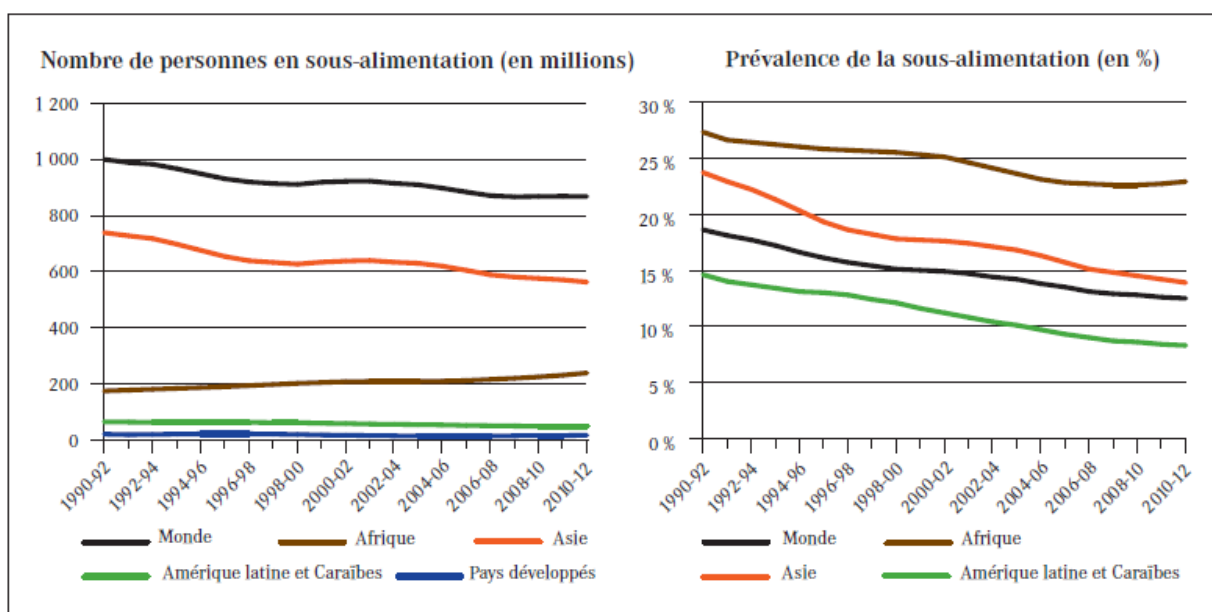


Source : FAOSTAT

▪ La question de l'accessibilité

Au niveau national ou régional, régler les problèmes d'accessibilité est tout aussi important et délicat. L'accessibilité est particulièrement dépendante des contraintes spécifiques, nationales et locales. Des difficultés d'accès au crédit et aux instruments de couverture des risques, d'inefficacité des infrastructures (de transport, de stockage, de marché mais également de santé), ou encore des défaillances institutionnelles (non respects des droits de propriété, corruption) sont autant de facteurs expliquant le maintien d'une population entière dans des situations d'insécurité alimentaire. Finalement, même si l'on constate une tendance nette à la baisse de la proportion mondiale des personnes souffrant de malnutrition (cf. figure 2), le nombre de ces personnes, en valeur absolue, diminue très lentement : 870 millions de personnes sont concernées selon les derniers chiffres de la FAO (2012), 98 % d'entre elles vivant dans des pays en développement.

Graphe 2 : Nombre de personnes sous alimentées dans le monde



Source : FAO, 2012

2. Le secteur agricole, l'assise d'une stratégie de croissance pour les pays agricoles

L'agriculture peut être le secteur principal dans la croissance générale dans les pays agricoles. En effet, cette croissance agricole a prélué aux révolutions industrielles qu'a connues le monde tempéré, depuis l'Angleterre au milieu du XVIII^{ème} siècle jusqu'au Japon à la fin du XIX^{ème} siècle. Plus récemment, en Chine, en Inde et au Viêt Nam, une croissance

agricole rapide a précédé le développement de l'industrie. L'accroissement de la productivité agricole qui a entraîné un surplus agricole (en partie taxé pour financer le développement industriel) et permis une baisse des prix de l'alimentation a été à la base des succès de la transformation structurelle. Le paradoxe dans cette transformation est qu'une croissance agricole plus forte était nécessaire pour stimuler la croissance économique en général, ce qui a ensuite causé le déclin de la part du secteur agricole dans le produit intérieur brut (PIB). Ainsi, on est amené à se poser les questions suivantes :

- Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, la croissance agricole peut-elle toujours déclencher une croissance globale ?
- Quelles sont les mesures essentielles pour accélérer la croissance agricole et lui permettre de remplir son rôle historique ?

Ainsi, ci-contre sont présentées les quatre raisons pour lesquelles l'agriculture peut déclencher une croissance globale dans les premières étapes du développement.

1. Un vaste secteur

Dans les pays à faible revenu au début de leur transformation, la part importante de l'agriculture dans le PNB laisse à penser qu'une forte croissance de l'agriculture est nécessaire à une croissance économique globale. En effet, l'agriculture a été à l'origine d'environ un tiers de la croissance en Afrique subsaharienne ces 15 dernières années. Avec l'augmentation du PNB par habitant, la part de l'agriculture dans le PNB régresse, de même que sa contribution à la croissance, même si ce secteur peut rester important dans certaines régions de pays plus développés.

2. Réduction des prix alimentaires

Dans beaucoup de pays, la commercialisation des produits alimentaires est imparfaite à cause de la prévalence des denrées alimentaires de première nécessité qui sont peu commercialisées au niveau international, c'est le cas notamment des racines, des tubercules et des céréales locales. Même pour les aliments qui sont largement commercialisés au niveau mondial, une grande partie de l'économie alimentaire nationale demeure isolée des marchés internationaux en raison du coût élevé du transport et de la commercialisation, en particulier dans les arrière-pays ruraux et les pays enclavés. Dans ces pays, la productivité agricole détermine le prix des aliments, qui détermine à son tour le niveau des salaires et la

capacité concurrentielle générale. La productivité concernant les denrées alimentaires de première nécessité est donc la clé de la croissance.

3. Avantage comparatif.

La plupart des pays dépendent d'un portefeuille différent de produits primaires exportés bruts ou transformés (y compris dans le secteur minier et le tourisme). Pendant de nombreuses années, l'Afrique subsaharienne gardera un avantage comparatif pour les activités primaires et la transformation des produits agricoles du fait de ses richesses naturelles favorables à l'agriculture, de l'absence de main d'œuvre qualifiée et d'un climat d'investissement difficile qui limite la compétitivité des biens manufacturés.

4. Relations entre différentes formes de croissance

La croissance agricole est très fortement liée à d'autres secteurs économiques. Lorsque les revenus agricoles sont dépensés pour acheter des biens et des services non commercialisables, cela stimule la demande en produits industriels et en services au niveau local. Cela favorise ainsi la croissance de la production agricole et de la commercialisation des denrées alimentaires, ainsi que la hausse de la demande en produits et en services intermédiaires.

Au total, pour réduire la pauvreté et la faim de la façon la plus directe possible, la priorité doit être donnée à la croissance économique dans les secteurs où les pauvres travaillent, où les facteurs de production appartiennent aux plus démunis et aux personnes sous-alimentées, qui engendrent des produits consommés par ces populations et qui se développent dans les régions où elles vivent. L'agriculture remplit tous ces critères et a prouvé qu'elle était capable d'assumer un rôle de secteur leader pour initier une croissance rapide et un développement économique de grande ampleur à moyen terme, en particulier dans les pays les moins avancés. Par ailleurs, pour améliorer la sécurité alimentaire, il faut non seulement une situation de croissance économique et des revenus plus élevés mais aussi des mesures immédiates pour assurer, à ceux qui ont faim, un accès adéquat à la nourriture. Diverses politiques et instruments sont donc nécessaires pour assurer cet accès alimentaire. Le chapitre suivant évoquera ces politiques pouvant améliorer le niveau de croissance économique des pays de par le monde.

CHAPITRE II : LES DIFFERENTES POLITIQUES AGRICOLES ET LES INSTRUMENTS PERMETTANT D'ATTEINDRE L'OBJECTIF DE DEVELOPPEMENT

Malgré une amélioration générale de la situation mondiale dans le domaine de la sécurité alimentaire, la faim demeure un défi pour près d'un milliard d'habitants de la planète, notamment pour les 780 millions de personnes sous-alimentées vivant dans les régions en développement. Il importe donc que l'éradication de la faim reste un engagement essentiel pour les décideurs à tous les niveaux. Mais une chose est certaine: il n'existe pas de panacée. Les interventions doivent être adaptées aux conditions, qu'il s'agisse des disponibilités alimentaires et de l'accès aux aliments ou des perspectives de développement à plus long terme. Pour aboutir, les solutions envisagées doivent être complètes et bien conçues, et bénéficier d'un degré satisfaisant d'engagement politique.

A/ La résolution de l'insécurité alimentaire à travers les différentes politiques agricoles

De décennie en décennie, le problème d'insécurité alimentaire, qui est un cas où les personnes n'ont pas un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, a été étudié sur diverses échelles de résolution pour l'amoindrir et dissoudre les personnes qui en sont vulnérables.

1. Les problèmes causant l'insécurité alimentaire dans le monde

Pour améliorer la situation critique à laquelle les personnes vulnérables et le gouvernement font face, il importe de savoir à quel problème ils font face afin de savoir quelle politique est la plus efficace à envisager.

a) L'insuffisance de la subvention de l'Etat

En général, la subvention est l'une des techniques la plus efficace pour augmenter la productivité agricole et la production alimentaire dans les pays souffrant d'insécurité alimentaire. Dans les pays ayant une forte population dont la plus grande part du revenu est dédiée à la nourriture, une subvention aux intrants fait l'un des rares sujets à être mis sur tapis. Ces subventions aux intrants qui s'adressent aux agriculteurs et visent en partie les familles vulnérables, majoritairement les ruraux ayant des activités agricoles, devraient être renforcé par les organismes publics surtout dans les régions les plus démunies (dans la région Sud de

Madagascar par exemple), car ceux qui veulent pousser à bout le domaine de l'agriculture n'ont pas les moyens nécessaires pour s'en assurer.

b) Un problème d'accessibilité mais non de disponibilité

Dans ce qui a été confirmé ci-dessus, la notion de disponibilité alimentaire concerne l'ensemble des ressources alimentaires produites, en stock ou importées pour une période de référence. Mais pourquoi certaines personnes ou régions qui disposent de ressources nécessaires n'arrivent pas à subvenir d'autres provinces ?

La réponse à laquelle nous devons nous attendre est basée; en premier lieu, sur la sécurité routière, les marchandises et les producteurs allant subvenir ces régions ne sont pas sécurisés durant leurs trajets car ils existent des malfaiteurs qui abusent des routes démolies pendant les saisons de pluies (ou saboter par eux même) pour voler les marchandises, en guise d'exemple : nous pouvons prendre la route allant à Morondava se situant dans la région Sud de Madagascar ; en second lieu, les catastrophes et aléas naturels, le climat non conforme à la production, c'est-à-dire variable d'un moment à l'autre, sont l'une des cas qui confirment l'idée que les investisseurs et producteurs n'iront pas délocaliser son entreprise ; en dernier lieu, en tant que vendeurs, ils cherchent tous à maximiser leurs profits, donc en allant vendre dans les provinces ou régions de son pays, ils se mettent tous à l'évidence s'ils pourront en gagner plus. Par conséquent, et en tout cas, ce n'est pas un problème de disponibilité mais d'accessibilité car divers critères méritent d'être posés avant toute prise de décision.

c) Un problème de sécurité foncière

Les systèmes fonciers (systèmes d'acquisition et d'appropriation des terres) influencent beaucoup la sécurité alimentaire des populations. Les exploitants « sans terres » ou pratiquant l'agriculture sur des terres marginalisées sont en insécurité alimentaire chronique les obligeant à vendre leur force de travail chez d'autres exploitants plus nantis. Ainsi il semble que la sécurisation du foncier est considérée comme un des facteurs essentiels qui favorisent l'accès à un processus de développement des exploitations familiales, mais elle est d'autant plus importante que l'Etat l'imagine. Cependant la sécurisation de l'accès au foncier est considérée comme une condition au développement agricole et à la sécurité alimentaire.

d) L'insécurité alimentaire due à la dégradation de l'environnement

Les principaux signes de la dégradation de l'environnement sont : l'érosion, la rareté des terres cultivables (source de conflits dans certaines communautés), la déforestation (parce que le bois est la principale source d'énergie), la désertification, le surpâturage, la rareté de l'eau etc... Ceux-là contribuent tous à la diminution de la production et par conséquent, à l'insécurité alimentaire.

e) L'insécurité alimentaire due à un problème démographique

Le problème d'insécurité alimentaire se pose lorsque la population croît à un rythme accéléré sans que s'en suive la production agricole. Cependant, à ce sujet la sécurité alimentaire mondiale va devenir de plus en plus difficile à garantir. Une population en croissance rapide rend l'état de l'insécurité alimentaire de plus en plus critique car la production agricole et les politiques mises en place n'arrivent pas à combler l'explosion démographique. Plus que du travail du système agricole (agriculteurs, recherches, vulgarisation, intrants, etc.) dont on connaît de mieux en mieux les limites, cette sécurité dépend désormais de la vitesse avec laquelle on parviendra à faire freiner cette explosion démographique.

f) D'autres facteurs d'ordre politique, social et économique

Les politiques de développement inadaptées prônant l'industrialisation plutôt que le développement par l'intermédiaire de l'agriculture ainsi que la marginalisation du monde rural contribuent à l'insécurité alimentaire. Cependant l'environnement politique de certains pays est instable qui à son tour affecte significativement le domaine de la sécurité alimentaire, elles sont parfois défavorables et les institutions sont peu efficaces. D'un autre point vu, les produits sont centrés dans les régions riches, car les producteurs seront sûrs que leurs optimums seront toujours atteints, et donc il n'y a pas un coup d'œil et même une politique à insérer pour résoudre le faible revenu des autres régions et la pauvreté en un autre cas qui persiste.

Pour améliorer la sécurité alimentaire lors des crises prolongées, il ne faut pas se contenter d'interventions à court terme: il faut plutôt chercher à protéger et à promouvoir les moyens d'existence des populations sur le long terme, c'est pour cela que des politiques agricoles ont été mises en œuvre

2. Les diverses politiques agricoles

Beaucoup de politiques ont été instauré dans le domaine de l'agriculture tantôt quelques-unes n'ont pas été efficaces, mais cela ne nous empêche pas à exposer ceux qui sont les plus appliquer ci-dessous. Mais pourquoi a-t-on besoins des politiques agricoles ?

L'insécurité alimentaire peut être une conséquence directe d'un conflit violent et d'une instabilité politique, voire un facteur aggravant. En effet, l'insécurité alimentaire est un des facteurs qui peuvent déclencher ou approfondir un conflit, souvent dû à des facteurs économiques et structurels sous-jacents. Par exemple, une hausse soudaine et imprévue des prix des denrées alimentaires, ou la réduction ou la suppression des subventions pour les produits alimentaires de base, peuvent être un catalyseur de troubles civils et politiques. C'est dans cette perspective que la mise en évidence des diverses politiques agricoles qui permettent de dissoudre ces maux économiques et sociaux est à initier.

Les différentes politiques agricoles qui sont parfois utilisées pour une révolution agricole dans le monde sont les politiques publiques de lutte contre la faim. En effet, la politique efficace pour venir en aide à la sécurité alimentaire et qui est la plus récente utilisée peut être englobé par les deux suivantes :

a) Politique d'augmentation du ratio disponibilité alimentaire/population :

Pour résoudre le problème de la faim certains pays qui souffrent de surpopulation ont mené des politiques abaissant les taux de fécondité, ces politiques pouvant être aussi bien incitatives que répressives. Ces pays ont aussi cherché à augmenter les disponibilités alimentaires. Pour atteindre ce dernier objectif, deux stratégies non exclusives ont été utilisées. Il s'agissait pour la première stratégie d'augmenter la production agricole nationale de manière à s'assurer éventuellement une autosuffisance alimentaire. Pour la deuxième, il fallait augmenter les recettes en devises pour pouvoir importer des produits vivriers en complément de la production nationale.

• La stimulation de la production nationale :

Pour accroître la production agricole nationale les gouvernements peuvent combiner tout un arsenal de moyens. En se fondant sur l'idée qu'une augmentation de la rentabilité des activités agricoles stimule la production agricole, de nombreux gouvernements ont eu recours aux subventions des moyens de production (engrais chimiques, pesticides, matériels

agricoles). Toujours dans la même logique les gouvernements ont encouragé les crédits agricoles, ils ont aussi cherché à stabiliser les prix des produits agricoles. Il s'agissait de garantir aux producteurs locaux des prix supérieurs aux prix internationaux afin d'accroître la production et de garantir l'autosuffisance alimentaire. Pour prouver que ces dits sont vrais, cette démarche a été appliquée surtout par les pays développés (l'Union Européenne dans le cadre de sa Politique Agricole Commune, PAC). En outre, la production nationale et les disponibilités alimentaires peuvent être renforcées par les importations commerciales et les aides alimentaires

- **Importations commerciales et aides alimentaires :**

Les importations de denrées alimentaires de base sont pratiquées par les pays soit par obligation, soit par choix. Les marchés internationaux de denrées alimentaires se caractérisent par leur très grande instabilité expliquée par le nombre insuffisant d'exportateurs et un grand nombre d'importateurs. Ainsi cinq territoires seulement à savoir les États-Unis, le Canada, l'Union Européenne, l'Australie et l'Argentine ont assuré plus de 80% des exportations durant la période 1997-1999, les États-Unis en assurant près de la moitié. De plus tout le négoce international des denrées alimentaires est aux mains d'une demi-douzaine de firmes internationales. Concernant l'aide alimentaire, l'un des premiers programmes est né aux États-Unis en 1954 dans le cadre du plan Marshall. La loi relative à cette aide (la *Public Law 480*) fixait comme objectif la lutte contre la faim dans le monde mais également l'écoulement du surplus agricole américain, de conquérir de nouveaux marchés agricoles et enfin d'asseoir une influence politique pour lutter contre le communisme. Les pays européens quant à eux ont commencé à adopter les programmes d'aide alimentaire à partir de 1960 une fois que leur autosuffisance a été assurée. Actuellement plus d'une soixantaine de pays fournissent d'aide alimentaire. Cette aide se présente le plus souvent sous forme de dons, de ventes à prix particulièrement bas, de prêts à des taux d'intérêt faibles, de devises pour acheter des denrées alimentaires. L'aide d'urgence en cas de catastrophe et de guerre est devenue plus importante quantitativement que l'aide apportée dans le cadre de projets ou programmes. Dans les pays receveurs, l'aide est donnée, vendue ou échangée en contrepartie d'une participation en travail à de grands travaux publics. L'aide alimentaire a été très largement critiquée: d'abord parce que les flux sont très irréguliers et peu prévisibles. De plus lorsque l'aide est très abondante et distribuée gratuitement aux populations elle peut entraîner chez celles-ci la passivité et maintenir la dépendance d'autant plus que les producteurs ne produisent plus. Dans certains

cas, l'aide arrive en retard ou est composée de denrées qui ne correspondent pas aux habitudes alimentaires des pays receveurs ou encore elle est de mauvaise qualité. Enfin l'une des plus véhémentes critiques de l'aide est qu'elle peut être détournée par des groupes sociaux puissants; elle peut amener certains pays à ne pas combattre les premiers signes d'apparition de la famine pour bénéficier de plus d'aide avec l'aggravation de la situation. Ainsi certaines famines pourraient même être fabriquées de toute pièce (Brunel, 1997). Des politiques d'accroissement ou de maintenance à un certain niveau des capacités d'accès des populations notamment les plus pauvres à la nourriture peuvent être menées.

b) Les politiques d'abaissement et de stabilisation des prix alimentaires :

Comme leurs noms l'indiquent ces politiques visent un abaissement des prix alimentaires pour rendre la nourriture accessible aux populations. Les gouvernements de certains pays comme l'Inde, le Bangladesh pour stabiliser les prix ou les empêcher d'atteindre un certain plafond jugé critique pour les pauvres, ont mis en place des politiques de stockage publique. Ces politiques obéissent au schéma suivant: d'abord les organismes publics achètent les produits alimentaires chez les producteurs locaux à des prix d'intervention ou à l'étranger; ensuite ils procèdent au stockage dans des greniers publics et enfin quand le niveau des prix deviendra trop élevé pour les populations défavorisées, les autorités publiques procèdent au déstockage des aliments pour les mettre sur le marché et les vendre à un prix relativement modéré parfois même inférieur au prix de revient compte tenu des coûts de stockage et de transport.

Pour abaisser les prix alimentaires tout en les stabilisant, de nombreux gouvernements ont fait de sorte que le prix au producteur des aliments soient réduits. Pour cela les méthodes suivantes ont été combiné suivant les pays et les époques: prise en charge par l'État de tout ou partie du commerce intérieur des vivres, bas prix d'achat au producteur, fixation de plafond de prix au producteur pour le commerce non étatique, importation par l'État de vivres à bas prix tout en surévaluant la monnaie nationale, taxation des exportations agricoles...

La critique dans de tels cas est que c'est la paysannerie qui supporte le poids des politiques ; en effet, ces prix agricoles sont défavorables aux producteurs et aux autres ruraux mais sont favorables aux consommateurs urbains.

De nombreux pays utilisent aussi leurs ressources budgétaires pour financer des subventions à la consommation de certains produits alimentaires. Ces subventions peuvent bénéficier à l'ensemble de la population ou être réservées aux plus vulnérables. L'État peut

aussi ne subventionner que des biens inférieurs ou se limiter à certaines zones défavorisées. Il existe d'autres politiques d'accroissement des capacités d'accès à la nourriture: comme les politiques salariales (imposition du salaire minimum), la création d'emploi ou la redistribution des richesses (impôts, allocations revenu minimum...). Ces politiques ont été mises en place aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés à l'exception des États-Unis et sont censées garantir l'accès à une alimentation correcte.

Les politiques de réformes agraires qui consistent en une distribution des terres plus égalitaire socialement sont aussi un bon moyen d'augmenter la capacité d'accès à une alimentation saine aux paysans les plus mal lotis mais aussi d'augmenter le ratio des disponibilités alimentaires/population.

Il faut reconnaître que les moyens d'assurer la couverture des besoins alimentaires sont multiples et varient suivant les contextes et les lieux. Toutefois, ces dernières années un concept nouveau s'est invité dans le paysage des politiques de lutte contre la faim. Il s'agit du concept de sécurité alimentaire. Cette dernière paraît plus complète car comprenant à la fois la politique d'augmentation de la disponibilité alimentaire, et la politique d'abaissement et de stabilisation des prix alimentaires.

Par conséquent, si les couvertures sont suffisantes et la mise en œuvre est efficace, les politiques agricoles peuvent promouvoir le développement économique et social à court terme et à plus long terme, pour garantir à chacun la sécurité des revenus, un accès effectif aux soins de santé et autres services sociaux, la possibilité de gérer les risques, une autonomie suffisante pour profiter des possibilités de nature économique, et surtout la sécurité alimentaire. Ces politiques jouent un rôle crucial dans la promotion de la croissance inclusive et durable, et facilitent la transformation structurelle des économies nationales. Les instruments de politique utilisés par ces pouvoirs publics pour intervenir sur les marchés et dans le secteur agricole sont très nombreux et très divers que nous pourrions voir ci-dessous.

B/ Les instruments d'intervention d'une politique agricole

1. Les instruments d'intervention directe

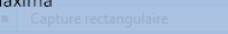
Il existe une large gamme d'instruments auxquels les gouvernements peuvent avoir recours pour atteindre les objectifs établis en matière agricole. Il existe plusieurs manières de les classer, mais la classification la plus fréquemment utilisée est celle qui les regroupe selon leur nature. On distingue alors :

- les **transferts publics**, incluant les soutiens au prix et les soutiens au revenu, les taxes et subventions, et les politiques de stabilisation;

- la **fourniture de biens et services**, incluant le financement et/ou la production, ainsi que les activités de médiation;
- la **réglementation** incluant l'établissement et le contrôle de règles, normes et labels et la protection des droits de propriété au sens large.

Cette définition permet d'élargir la vision traditionnelle des outils de politique mis en œuvre, qui s'appuient dans beaucoup de pays principalement sur des outils de transfert public (subvention des engrais, aménagement de périmètres irrigués, distribution de semences, etc.), facilement finançables et évaluables dans le cadre de projets de développement. Les instruments visant à fournir des biens et services (conseil agricole et rural, médiation au sein des filières, services de recherche, etc.) et à faire évoluer les cadres réglementaires (système de gestion et de régulation foncière, élaboration et contrôle du respect des normes sur les produits, etc.) sont souvent moins bien appréhendés alors qu'ils sont pourtant indispensables pour créer les conditions favorables au développement des investissements dans l'agriculture. Plus complexes à mettre en œuvre, ils nécessitent l'implication des acteurs non étatiques afin d'être pertinents (secteur bancaire, organisations professionnelles, industries de transformation, collectivités locales, etc.)

Tableau 2: Liste des grands types d'instruments de politique agricole

	Nature et modalités de mise en œuvre des instruments	Domaines principalement concernés
Transferts publics	Subventions directes Bonifications de prêts Garanties de prêts Dotations et aides forfaitaires Prix minima et maxima Quotas  Quotas tarifaires Taxes et impôts	Régulation/organisation des filières et des marchés (importations, exportations, circulation des denrées, etc.) Soutien aux revenus des agriculteurs Intensification de la production (intrants, équipements, etc.) Préservation de l'environnement
Fourniture de biens publics et services	Maîtrise d'œuvre directe par l'Etat Maîtrise d'œuvre déléguée à une collectivité locale Contractualisation avec une institution à but non lucratif ou une organisation professionnelle Contractualisation avec une entreprise privée	Recherche agricole Conseil agricole et rural Formation agricole Systèmes d'information Assurance (récolte, climat...) Protection sociale Infrastructures rurales Médiation entre acteurs
Réglementation	Directives communautaires Lois et décrets d'application Arrêtés ministériels Arrêtés préfectoraux Conventions locales Normes, labels, licences	Normalisation et labellisation des produits Sécurité sanitaire Protection de l'environnement Régulation des importations Protection des droits légaux sur le foncier et les ressources naturelles (accès, prélèvement, exploitation, exclusion, aliénation)

Source : Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR)

Il faut ensuite détailler la façon de mettre en œuvre ces instruments, qui peuvent se traduire par une ou plusieurs mesures. Il faut alors caractériser chacune de ces mesures de manière précise en explicitant sa nature, ses modalités de mise en œuvre et son coût. Contrairement aux projets, qui ciblent souvent une zone donnée, les mesures de politique agricole doivent pouvoir s'appliquer sur l'ensemble du territoire national, selon des critères préalablement définis. Un autre élément d'information important est de savoir « qui » met en œuvre la mesure et quel est son coût de mise en œuvre (il sera très différent selon le caractère ponctuel ou récurrent de la mesure).

Ce panel d'instruments permet d'appréhender l'ensemble des domaines d'action des politiques agricoles.

L'expérience montre que c'est la combinaison de plusieurs de ces instruments, qui permet aux politiques agricoles d'atteindre leurs objectifs et d'obtenir les résultats attendus.

2. Les instruments de la politique commerciale liée aux produits agricole

Il existe différents instruments de politique commerciale qui peuvent avoir un effet direct ou indirect sur la production agricole. C'est pourquoi il est indispensable, dans toute élaboration de politique agricole, de prendre en compte également les aspects liés à la politique commerciale du pays et aux différents accords internationaux ou régionaux, dans lesquels le pays est engagé. Certaines de ces pratiques sont en effet limitées par le cadre commercial international dans lequel s'inscrivent les pays (accord sur l'agriculture de l'OMC, intégration au sein d'espaces économiques régionaux, etc.)

Tableau 3 : Instruments de politique commerciale

Interventions directes	Interventions indirectes
Les droits de douane	La gestion du taux de change
Les quotas d'importations et exportations	Les programmes de soutien par produit
Les subventions aux exportations	L'aide à l'investissement à long terme
Les barrières sanitaires et phytosanitaires	Les subventions aux intrants et les exonérations d'impôts

Source : Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR)

L'Accord agricole de l'OMC a pour objectif de faciliter les échanges agricoles et de s'assurer que les instruments de politiques qui ont un impact sur le commerce n'entravent pas ces échanges. Il s'articule autour de trois piliers : (i) les mécanismes de protection aux frontières, (ii) les subventions à l'exportation, et (iii) les politiques de soutien au secteur agricole qui, en appuyant la production ou les prix, ont un impact indirect sur le commerce.

○ *Les mécanismes de protection aux frontières* : ils comprennent les barrières tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (quotas, prélèvements variables, prix minimum à l'importation, licences d'importation). Les pays ont eu le choix entre (i) convertir leurs protections aux frontières (tarifaires et non tarifaires) en équivalent droits de douanes (« droits consolidés ») et (ii) fixer leurs droits de douane à des taux libres (appelés « taux plafonds »). Ces droits ne peuvent alors plus augmenter, et doivent même diminuer pour les non-PMA. L'accord prévoit aussi une exception, la « *clause de sauvegarde spéciale** », utilisable en cas de forte hausse du volume d'importation ou de chute importante des prix des produits importés. Le pays peut alors ajouter un droit de douane additionnel allant jusqu'à 30% du droit de douane normal. Cette possibilité n'est offerte que pour les pays n'ayant pas choisi les taux plafonds.

○ *Les subventions aux exportations* : elles permettent à un pays d'exporter ses produits agricoles à des prix inférieurs à ceux du marché intérieur. L'accord sur l'Agriculture prévoit une baisse du budget consacré aux subventions à l'exportation et une baisse des volumes exportés avec subventions. Ce dispositif concerne essentiellement les pays riches (Union Européenne et Etats-Unis), la plupart des pays en développement subventionnent en effet très faiblement leurs exportations agricoles.

○ *Les politiques de soutien au secteur agricole* : l'Accord sur l'Agriculture distingue trois types de soutien à la production, « rangés » dans des boîtes de couleurs différentes. Celles qui sont considérées comme responsables de « *distorsions de marché** » doivent être plafonnées, voire réduites (sauf pour les PMA). En pratique, dans la mesure où beaucoup de PED n'ont pas notifié de soutien interne au moment de la signature de l'Accord sur l'Agriculture (intervenue alors que les pays étaient sous Plan d'Ajustement Structurel), ils se retrouvent bloqués car ils ne peuvent pas en réintroduire.

L'insécurité alimentaire a souvent été abordée en considérant deux risques majeurs : les risques en zone rurale liés au déficit de production, et ceux induits par les conflits. La crise alimentaire de 2008 a fait apparaître une nouvelle catégorie de populations vulnérables,

situées en zone urbaine, dont la vulnérabilité dépend plus d'un problème de revenus et d'accessibilité des produits que de leur disponibilité sur les marchés.

Ce phénomène invite à repenser les politiques de réduction du risque alimentaire, en prenant en compte sa dimension structurelle, et à agir afin que les efforts déployés pour développer les filières locales, qui peuvent se traduire par une hausse provisoire du coût de l'alimentation dans certains cas, n'aient pas de conséquences pour les populations les plus pauvres. Le soutien aux populations les plus vulnérables a aussi comme objectif de ne pas anéantir les efforts faits pour intensifier la production, en cas de crise conjoncturelle, car les crises se traduisent souvent par une décapitalisation rapide des moyens de production, qui peuvent ensuite mettre plusieurs années avant de se reconstituer.

Au long de cette première partie, il nous paraît juste et digne de rappeler qu'il a été question pour nous, de parler des notions sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le développement. La notion sur l'agriculture renvoie qu'elle est une des activités économiques ayant pour objet la transformation et la mise en valeur du milieu naturel en vue d'obtenir les produits utiles à l'homme, en particulier ceux qui sont destinés à son alimentation. Celle sur la sécurité alimentaire renvoie aussi bien aux disponibilités alimentaires, qu'à leur accessibilité, leur utilisation et leur stabilité. Et enfin la notion sur le développement fait report sur la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global. Le fait que l'agriculture est au cœur de ce développement, elle remet en cause sa capacité à lutter contre la pauvreté en vue de parvenir à la sécurité alimentaire par le biais d'une offre croissante et en matière d'accessibilité. Dès lors, elle stipule qu'elle est l'assise d'une croissance qui conduit au développement dit ci-dessus pour les pays qui sont à vocation agricole.

Les crises prolongées nuisent à la sécurité alimentaire et à la nutrition de multiples façons et ont des effets sur la disponibilité et l'utilisation des aliments ainsi que sur l'accès à la nourriture. L'insuffisance de subvention, les problèmes d'accessibilité, de sécurité foncière, d'explosion démographique..., ces divers handicaps conduisent donc à l'insécurité alimentaire. Afin de les éradiquer, diverses politiques sont alors mises en œuvre et ceux avec ses instruments : comme la politique d'augmentation du ratio disponibilité alimentaire/population et la politique d'abaissement et de stabilisation des prix alimentaires.

Un fait se dégage nettement dans cette première partie : l'agriculture et la sécurité alimentaire, aide à la croissance économique d'un pays. Bien qu'il existe plusieurs voies pour sortir de la pauvreté, l'agriculture reste le moyen le plus sûr pour assurer le développement d'un pays. Ceci dans la mesure où sa production nécessitant des politiques agricoles crée un surplus pour réduire la pauvreté via la sécurité alimentaire. Ainsi, en cherchant les problèmes de l'insécurité alimentaire mondiale, nous avons montré que si cette dernière avait eu lieu ou a lieu, c'est parce que l'agriculture était ou est négligée.

**PARTIE II :
ANALYSE DE
QUELQUES CAS DANS
CERTAINS PAYS**

L'année 2015 marque la fin de la période de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Globalement, dans les régions en développement, la proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale a diminué, passant de 23,3 pour cent en 1990-1992 à 12,9 pour cent aujourd'hui. Toutefois dans les pays comme Mali et Madagascar de nombreux habitants vivent encore dans la pauvreté et dans l'insécurité alimentaire.

Ces deux pays n'ont pas été en mesure d'atteindre les objectifs mondiaux de réduction de la faim, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire accrues d'une grande partie de la population étaient imputables à des crises prolongées induites par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme ou par une situation d'instabilité politique. Dans ces contextes, les mesures destinées à protéger les populations vulnérables et à améliorer les moyens d'existence ont été difficiles à mettre en œuvre ou ont été inefficaces.

Cependant au regard des dimensions de la sécurité alimentaire et de son incidence sur la pauvreté des populations, l'adoption du «cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté» traduit la volonté politique des gouvernements à assurer la sécurité alimentaire de tous en s'appuyant sur une valorisation durable des ressources à leur disposition.

Toutefois, afin de mieux comprendre la situation dans ces deux pays, des analyses conjointe de l'insécurité alimentaire sera mise en évidence, tel que la vulnérabilité des ménages au Mali et aussi sur les différentes régions de Madagascar qui nous allons détailler, notamment dans la région du sud, en vue d'une analyse comparative, pour ainsi aboutir à des solutions durables contre la pauvreté et la faim, dans le but d'une perspective de développement durable.

CHAPITRE I : LES CARACTERISTIQUES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI

Vaste pays sahélien enclavé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Mali couvre une superficie de 1.241.138 km², dont près de 60% appartiennent à la zone subsaharienne ou désertique. La population est estimée en 2005 à 11 732 416 habitants (70% de personnes vivant en milieu rural, 49,05% de jeunes de moins de 15 ans). Le climat, de type intertropical, est caractérisé par une longue saison sèche et une saison des pluies allant de 2 mois au Nord à 5–6 mois au Sud. La pluviométrie moyenne varie de moins de 100 millimètres au Nord à plus de 1 100 millimètres au Sud. L'économie est fortement dépendante du secteur primaire : l'agriculture, l'élevage, la chasse et la sylviculture occupent 68 % de la population active, qui à son tour est tributaire de facteurs climatiques, telles que la sécheresse.

Selon le rapport sur le Développement Humain du PNUD de 2004, le Mali occupe le 174ème rang sur 177 pays en ce qui concerne l'indice de développement humain : l'espérance de vie est estimée à 51,5 ans (2000), le taux d'alphabétisation des adultes à 41,5% et le revenu par tête à 797 USD par an. 73% de la population vit avec moins de 1 dollar par jour (64% en 2003 selon le Gouvernement). Seulement 35% de la population a accès à l'eau potable.

Bien qu'aucune crise alimentaire majeure ne soit survenue depuis les années 1983-1984, le Mali vit dans une situation d'insécurité alimentaire chronique liée à la pauvreté endémique, au caractère rudimentaire des systèmes de production. A cela s'ajoute la vulnérabilité aux aléas climatiques qui occasionnent des crises alimentaires conjoncturelles récurrentes. Le constat fait par le SAP (système d'alerte précoce) est que de 1986 à nos jours, les populations connaissent des difficultés alimentaires à une échelle plus ou moins grande suivant les conjonctures, une année sur trois.

A/ Analyse de l'insécurité alimentaire

Depuis plus de vingt ans, la malnutrition constitue un véritable fléau au Mali. En 1987, l'Enquête Démographique et de Santé (EDSM III), montrait que 30.7% d'enfants maliens de moins de 5 ans souffraient d'insuffisance pondérale (underweight). En 2001, cette proportion avait même légèrement augmentée, elle s'élevait à 33.3%. En 1987, 11.3% souffraient de la malnutrition aigüe (wasting), en 2001, il y en avait 10.7%. Plus alarmant, en 1987, 24.2% d'enfants présentaient des signes de malnutrition chronique (stunting), en 2001 il y en avait 37.6%. Pendant les vingt dernières années, les taux de malnutrition au Mali auraient dépassé le seuil critique de 11% défini par les Nations Unies comme indicateur de crise. Selon

l'EDSM, au Mali, plus de la moitié (51%) de la mortalité des enfants de moins de 5 ans (estimée à 229 sur 1000) est due au phénomène de la malnutrition.

Les paysans du nord du Mali qui pratiquent une agriculture de subsistance ont été souvent les plus touchés par la malnutrition. Ils sont fréquemment confrontés à des pénuries alimentaires de plusieurs mois pendant la période de soudure qui précède les récoltes de céréales annuelles.

Selon un rapport du bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unis, l'année 2004 a été particulièrement désastreuse pour les populations maliennes les plus vulnérables. Elles ont été doublement frappées par une saison des pluies trop brève et une invasion de criquets pèlerins impressionnante, d'une ampleur inégalée depuis 20 ans. Les champs de sorgho et de mil ont été dévastés et les pâturages semés, qui servaient à nourrir les troupeaux des bergers nomades, ont disparu.

1. Analyse descriptive des ménages et des villages

Ici, il s'agit du ménage économique qui est constitué de l'ensemble des individus apparentés ou non qui mettent en commun l'essentiel de leurs revenus pour faire face à leurs besoins fondamentaux.

a. Taille moyenne et composition des ménages

Selon les enquêtes HEA (Higher Education Academic), la taille du ménage est un indicateur de richesse surtout en zone agricole où la mécanisation reste faible et la main d'œuvre est sollicitée pour les travaux champêtres. Il ressort de cette enquête que la taille moyenne des ménages par cercle varie de quatre personnes à Tin-Essako (Kidal) à seize (16) personnes à Banamba (Koulikoro) et Yelimané (Kayes). Les plus petits ménages sont observés dans les régions du nord notamment dans les cercles de Kidal qui sont des zones pastorales. Par contre, les plus grands ménages sont constatés dans les zones «Sarakolés» où la solidarité et l'entente sont plus prononcées dans les cercles de Banamba, Nara, Nioro et Yelimané qu'ailleurs. La composition par sexe du ménage semble assez équitable avec une légère prédominance des femmes comme dans la proportion globale de la population. Cependant, le cercle de Ténenkou y fait exception avec une taille moyenne nettement en faveur des hommes.

b. Niveau d'éducation du chef de ménage

Le taux d'analphabétisme est encore élevé au niveau des chefs de ménage. Dans le cercle de Yelimané près de 67 % des chefs de ménage n'ont reçu aucune éducation formelle tandis qu'à Abeïbara, ils sont seulement 12 %. On note que l'enseignement coranique reste la forme d'éducation la plus répandue au niveau des chefs de ménage. Toutefois, le niveau primaire et le niveau alphabétisé sont plus remarquables chez les chefs de ménage dans le Nord du pays. Les efforts de l'Etat et de ses partenaires en matière d'éducation au cours de ces cinq dernières années (scolarisation des filles, construction des salles de classes, ...) ne se feront sentir que plus tard dans ces taux.

c. Statut du ménage

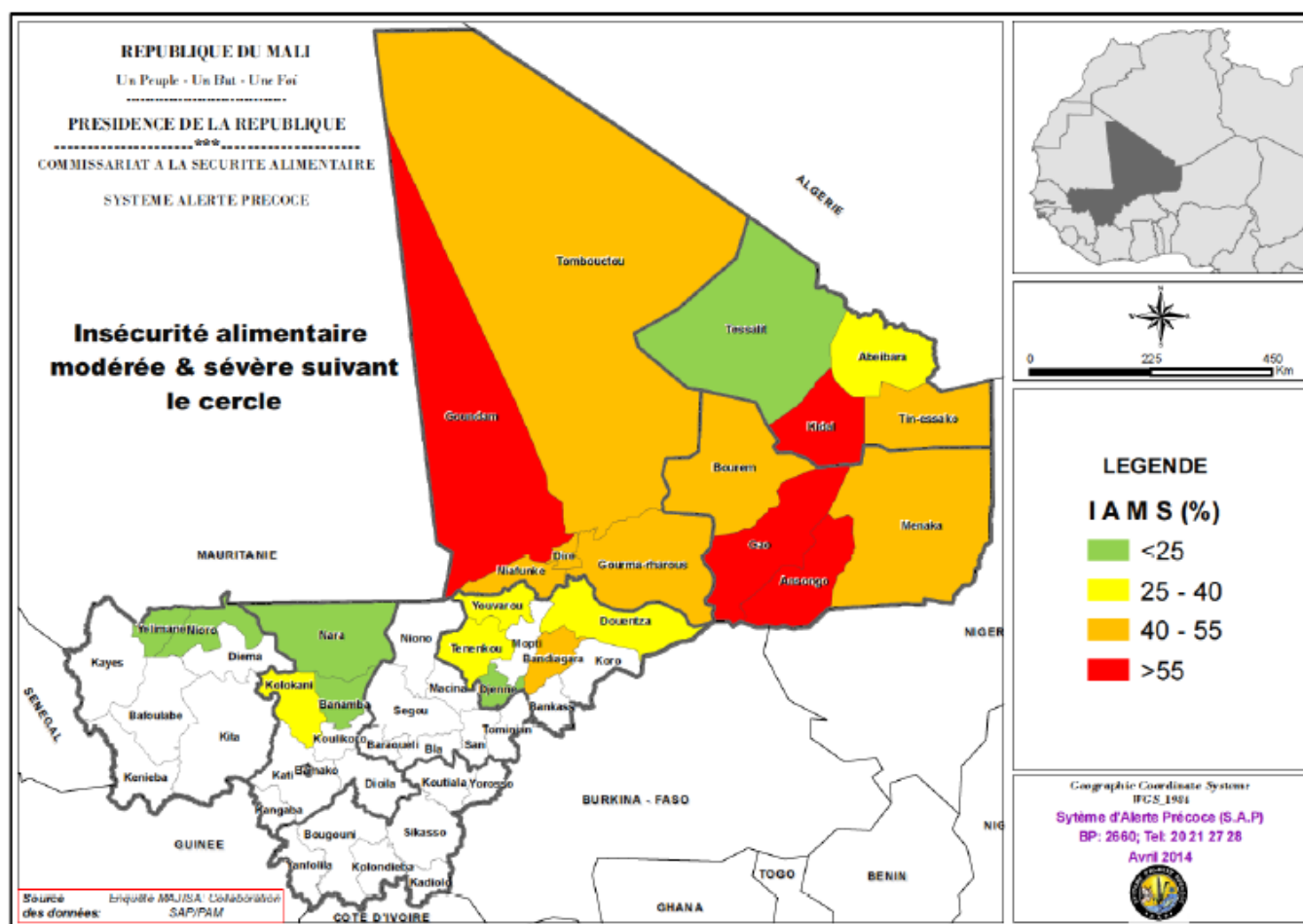
Dans les cercles situés au sud du pays, la présence des déplacés internes se fait rare, la plupart d'entre eux ayant rejoint leur zone d'origine. Pour les cercles du Nord, les ménages retournés représentent entre 10 et 31 % de l'ensemble mais à l'intérieur de ces zones des déplacés internes sont signalés surtout dans la région de Kidal qui n'est pas encore retournée sous le contrôle de l'Etat.

2. Profil de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages

a) Distribution géographique de l'insécurité alimentaire

Comparativement aux résultats de l'enquête EFSA de juillet et d'août 2013 – coïncidant avec la période de la soudure agricole-, on note une baisse saisonnière de la prévalence de l'insécurité alimentaire sur l'ensemble des zones couvertes par l'enquête. Cependant, certaines zones comme les cercles de Gao (56 %), Goundam (33,6 %), dans la région de Tombouctou et Abeïbara (28,7 %) dans la région de Kidal, enregistrent les taux d'insécurité alimentaire sévère les plus élevés. Ce qui traduit la précarité de la sécurité alimentaire dans ces régions suite à une mauvaise campagne agricole et la timide reprise de l'économie locale.

Figure 1 : Insécurité alimentaire modérée et sévère suivant les cercles



Source : Enquête MAJISA : collaboration SAP/PAM

b) Classe de sécurité alimentaire

L'appréciation de la situation de sécurité alimentaire des ménages s'est faite selon l'approche CARI (Consolidated Approach for Reporting Indicators of Food Security) du PAM. Cette méthodologie CARI prend en compte les deux dimensions clés de la sécurité alimentaire:

- L'état à court terme, pour lequel le score de consommation alimentaire est l'indicateur clé ;
- L'accès aux aliments qui est mesuré par rapport à la vulnérabilité économique du ménage (part des dépenses consacrées à l'alimentation) ; et,
- L'épuisement des actifs des ménages (recours à des stratégies d'adaptation).

Tableau 4: Indicateurs du CARI (Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire)

Indicateurs	Sécurité alimentaire	Vulnérables à l'insécurité alimentaire	Modérément en insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire
Score de consommation alimentaire	Acceptable	N/A	Limite	Pauvre
Part des dépenses alimentaires	< 50%	50% - 65%	65% - 75%	>= 75%
Indice de stratégie de survie	Aucune	Stratégie de stress (vente d'actifs non productifs)	Stratégie de crise (vente d'actifs productifs)	Stratégies d'urgence (vente d'actifs productifs majeurs)

Source : Enquête national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Février 2016

Sur la base d'un algorithme incluant les indicateurs susmentionnés, les ménages sont classés en quatre groupes :

Tableau 5: Classes d'insécurité alimentaire (approche CARI)

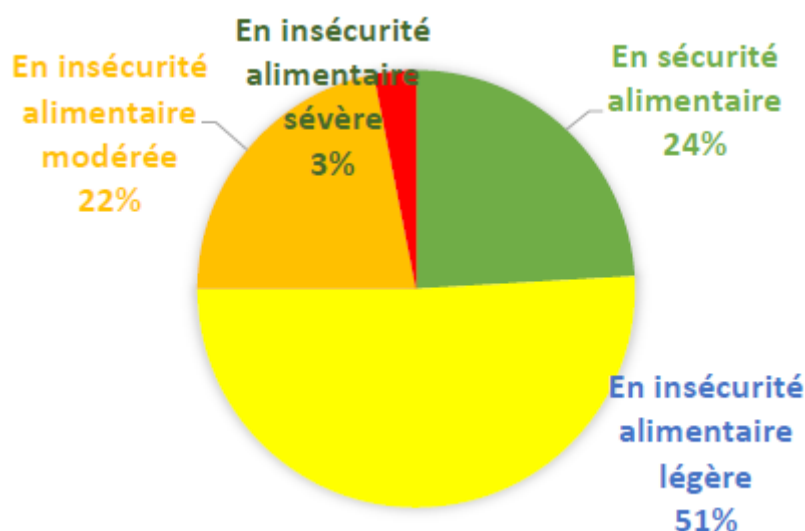
Classes de sécurité alimentaire	Conditions des ménages	Statut
En sécurité alimentaire	Capable d'assurer les besoins essentiels alimentaires et non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	En sécurité alimentaire
Insécurité alimentaire légère	Dispose d'une consommation alimentaire minimale, mais incapable d'assurer certaines dépenses essentielles non alimentaires sans épuiser les moyens d'existence	
Modérément en insécurité alimentaire	Déficiences de consommation alimentaire, OU, Capacité marginale d'assurer les besoins alimentaires minimaux seulement à travers l'épuisement accéléré des moyens d'existence	En insécurité alimentaire
En insécurité alimentaire sévère	Importante déficience de la consommation alimentaire, OU, Perte extrême des moyens d'existence aboutissant à d'importantes déficiences de consommation alimentaire, OU pire	

Source : Enquête national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Février 2016

La distribution des classes de sécurité alimentaire au niveau national est la suivante :

- 24,1% des ménages sont en sécurité alimentaire ;
- 51% des ménages en insécurité alimentaire légère ;
- 21,9% des ménages sont modérément en insécurité alimentaire ; et,
- 3,1% des ménages sont en insécurité alimentaire sévère.

Figure 2: Distribution des classes de sécurité alimentaire des ménages au niveau national



Source : Enquête national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Février 2016

De ce fait, la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 25% des ménages dont 3,1% sont en insécurité alimentaire sous la forme la plus sévère.

Les régions avec le niveau le plus élevé d'insécurité alimentaire sont par ordre d'importance Gao (42% d'insécurité alimentaire), Mopti (31% d'insécurité alimentaire), Ségou et Koulikoro (25,3% et 25,1% d'insécurité alimentaire) et Tombouctou (24,5% d'insécurité alimentaire)

Tableau 6: Niveau de sécurité alimentaire

REGION	Niveau de Sécurité Alimentaire			
	Sécurité Alimentaire	Vulnérables à l'Insécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire
Bamako	56,5%	35,4%	7,1%	1,0%
Gao	3,8%	54,1%	35,8%	6,3%
Kayes	23,7%	55,0%	19,4%	1,9%
Kidal	14,2%	69,6%	14,5%	1,8%
Koulikoro	26,8%	48,1%	22,5%	2,6%
Mopti	15,8%	53,2%	27,3%	3,8%
Ségou	21,4%	53,3%	22,3%	2,9%
Sikasso	33,1%	43,2%	21,5%	2,2%
Tombouctou	9,6%	65,8%	19,4%	5,1%
Moyenne Nationale (hors Bamako)	20,4%	52,8%	23,6%	3,3%
Moyenne Nationale	24,1%	51,0%	21,9%	3,1%

Source : Enquête national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Février 2016

Les principaux facteurs expliquant ces niveaux d'insécurité alimentaire sont les suivants :

- Régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal : les ménages ressentent encore les effets de la mauvaise campagne agropastorale combinés à l'insécurité et aux mouvements de population.
- Région de Ségou et de Koulikoro : les ménages font face à une vulnérabilité économique et plus spécifiquement pour la région de Ségou, certains ménages ont subi des inondations affectant leur campagne agricole.

c) Profil des ménages en insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire touche principalement :

- Les ménages pauvres :
 - 43,5% des ménages en insécurité alimentaire pour le quintile d'indice de bien-être économique le plus pauvre
 - La proportion de ménages en insécurité alimentaire diminue en fonction de l'amélioration du bien-être économique (augmentation de la richesse) – 9,1% des ménages en insécurité alimentaire du quintile de richesse plus élevé dont 0,4% en insécurité alimentaire sévère

Tableau 7: Quintile de richesse selon la classe de sécurité alimentaire des ménages

Quintile indice de richesse	Sécurité Alimentaire	Insécurité Alimentaire Légère	Insécurité Alimentaire Modérée	Insécurité Alimentaire Sévère
Le plus pauvre	4,3%	52,1%	35,3%	8,2%
Pauvre	14,9%	55,5%	25,7%	3,8%
Moyen	23,7%	52,5%	22,1%	1,7%
Riche	29,9%	51,5%	17,4%	1,2%
Le plus riche	47,6%	43,3%	8,7%	0,4%

Source : Enquête national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Février 2016

- Les ménages dirigés par des femmes et des personnes à faible niveau d'éducation (aucun ou simplement alphabétisée) :
 - Les femmes chefs de ménages apparaissent davantage en insécurité alimentaire (31,5% contre 24,4% pour les hommes chefs de ménage)
 - 32% des ménages sans aucun niveau d'éducation sont en insécurité alimentaire

- La proportion de ménages en insécurité alimentaire diminue à mesure que le niveau d'éducation du chef de ménage augmente
 - Les ménages en insécurité alimentaire sous la forme la plus sévère vivent essentiellement de :
 - Production agricole
 - Production et vente de produits d'élevage
 - Petits métiers
 - Artisanat
 - Ouvrier et travailleur journalier non agricole
 - Transferts d'argent
 - Les ménages modérément en insécurité alimentaire vivent de :
 - Production agricole
 - Production et vente de produits d'élevage
 - Petit commerce
 - Petits métiers
 - Ouvrier et travailleur journalier non agricole
 - Les ménages ruraux :

La prévalence de l'insécurité alimentaire est de 27,7% en milieu rural contre 14,6% en milieu urbain.

d) Evolution de la sécurité alimentaire des ménages au Mali

Par rapport à l'année 2015 la situation alimentaire s'est détériorée pour tous les niveaux de sécurité alimentaire. En effet, la situation en sécurité alimentaire, selon la méthode CARI, montre une fragilisation de la sécurité alimentaire en février 2016 puisque la majorité des ménages se trouvent vulnérables à l'insécurité alimentaire et modérément en insécurité alimentaire. On note cependant une stabilisation du niveau d'insécurité alimentaire sévère.

Tableau 8: Evolution de la sécurité alimentaire des ménages par rapport de septembre 2015 à Septembre 2014

Classes de sécurité alimentaire	Février 2016*	Septembre 2015	Février 2015	Septembre 2014
En sécurité alimentaire	20,4%	40%	26,30%	25,40%
Vulnérables à l'insécurité alimentaire	52,8%	36%	48,30%	50,20%
Modérément en insécurité alimentaire	23,6%	20%	22,30%	20,30%
Sévèrement en insécurité alimentaire	3,3%	4%	3,10%	4,10%

* Données sans Bamako

Source : Enquête national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Février 2016

La situation de sécurité alimentaire des ménages, au niveau national, cache d'importantes disparités qui existent entre les différentes régions, cercles et zones de moyens d'existence. Au niveau régional, la détérioration la plus importante de la sécurité alimentaire par rapport à février 2015 est observée dans les régions de Ségou et de Gao. A l'inverse, la situation s'est améliorée dans la région de Kidal et de Tombouctou même si le niveau d'insécurité alimentaire dans ces régions reste élevé.

B/ Politiques agricoles adoptées au Mali

L'élaboration des politiques agricoles et rurales occupe une place importante de l'agenda politique. Le pays dispose d'un budget public très limité. Il est tributaire de l'aide extérieure pour la mise en œuvre de la plus grande part de ses politiques. Le développement rural est un secteur où les « bailleurs de fonds » interviennent de manière très significative mais souvent de manière localisée (une zone, une région) et/ou sectorisée (une filière agricole ou un type d'activité : financement, gestion des ressources naturelles, infrastructures, etc...). Les politiques publiques mises en œuvre sont ainsi fragmentées et en grande partie sous l'influence (pour ne pas écrire domination) des orientations et des agendas de ceux qui les financent, même s'il existe des cadres stratégiques globaux et des programmes d'investissements.

Dans les dispositions générales, la Loi d'Orientation Agricole (LOA) précise les orientations: « *La politique de développement Agricole du Mali a pour but de promouvoir une agriculture durable, moderne et compétitive reposant, prioritairement sur les exploitations familiales agricoles reconnues, sécurisées, à travers la valorisation maximale du potentiel*

agro-écologique et des savoir-faire Agricoles du pays et la création d'un environnement propice au développement d'un secteur Agricole structuré ».

Elle vise à garantir la souveraineté alimentaire (concept utilisé par le Mali notamment par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire) et à devenir le moteur de l'économie nationale en vue d'assurer le bien-être des populations. La stratégie de développement agricole s'appuie sur la promotion volontariste de la modernisation de l'agriculture familiale et des entreprises agricoles afin de *« favoriser l'émergence d'un secteur agro-industriel structuré, compétitif et intégré dans l'économie sous-régionale »*. Il y a donc une reconnaissance de l'exploitation familiale avec des stratégies de développement qui visent à sa modernisation et au développement des entreprises agricoles et d'un secteur agro-industriel compétitif.

1. La politique d'incitation à la production

L'Etat s'engage dans le développement agricole en consacrant une part importante de son budget au secteur rural et agricole, les dépenses ont ainsi augmentées de 82% entre 2004 et 2010 et la part du budget total consacrée à l'agriculture est située au-dessus des 10% comme prévu dans la déclaration de Maputo de 2003 (MAFAP, 2012).

Les priorités du gouvernement se sont portées ces dernières années sur deux grands volets: d'un côté, l'augmentation de la production céréalière du pays, et en particulier la production de riz, pour la sécurité alimentaire, l'amélioration des revenus des producteurs et l'augmentation des exportations et de l'autre côté, la privatisation de la filière cotonnière.

En 2008, l'Etat engageait un programme d'appui à la culture du riz, l'Initiative Riz visait une hausse de 50 % de la production, pour atteindre 1 million de tonnes de riz marchand (Min Agri, 2009). Le programme a été étendu par la suite aux autres céréales et au coton. Il prévoit de subventionner le paquet technique pour les cultures : les intrants (par exemple 50% du prix des engrais), les semences (et notamment la nouvelle semence de riz Nerica) et les équipements.

Les subventions sont passées de 13,9 milliards de FCFA en 2008 à 21,7 milliards en 2010. Les premiers résultats annoncés étaient spectaculaires, cependant le maintien de prix du riz à la consommation élevés a engendré un débat sur leur réalité et A. Roy note dans Politique Africaine que *« le débat suscité par le bilan de l'Initiative Riz est révélateur de l'existence d'un « ménage à trois » entre l'État, les commerçants et les paysans, au sein duquel les rivalités apparentes dissimulent certaines alliances pragmatiques forgées autour de communautés d'intérêts restreintes. [...] En contexte administré comme libéral, force est*

de constater que l'enjeu du partage des rentes favorise la conjonction des intérêts d'un nombre restreint d'acteurs. » (Roy A., 2010).

Aussi, les politiques d'incitation qu'elles soient de subvention des intrants (engrais en particulier) ou de soutien des prix du coton graine (à travers la CMDT ou ses filiales) ne sont pas ciblées spécifiquement vers un type d'exploitation, elles bénéficient à nombreuses exploitations familiales et patronales au prorata de leur niveau de production et de spécialisation commerciale.

2. Les exploitations familiales et investissements privés dans la zone Office du Niger

La zone de l'Office du Niger est un grand aménagement hydro-agricole qui a concentré une grande part des investissements du secteur agricole au Mali depuis le milieu du XX^{ème} siècle. Jusqu'au début des années 2000, le modèle de développement était celui des exploitations familiales avec de vrais acquis dans les années 90 en termes d'augmentation de la productivité et d'intensification agricole (Coulibaly Y., 2006). Mais, pour obtenir une forte croissance agricole et développer l'agriculture commerciale, l'Etat malien, avec l'appui des principaux bailleurs de fonds, s'est engagé au début des années 2000 dans la promotion de l'Office du Niger pour attirer les investisseurs et développer un pôle agro-industriel. Face à cette orientation, certains s'interrogeaient déjà sur la durabilité du modèle paysan et les risques d'une réorientation radicale des modes de mise en valeur (Sourisseau J.-M., 2002).

L'Etat a favorisé l'installation de grandes entreprises privées en leur attribuant de grandes superficies de terres à aménager pour l'irrigation ; l'Office du Niger a été accusé de favoriser l'accaparement des terres (Brondeau F., 2011). Les superficies attribuées sont supérieures au potentiel irrigable avec les ressources en eau existantes et les systèmes d'irrigation actuels. Le développement de l'agriculture patronale et agro-industrielle pourrait ouvrir des perspectives d'emplois agricoles salariés, mais il pourrait, selon les options techniques prises, accentuer les problèmes environnementaux. Il contraint les stratégies de reproduction des exploitations familiales et les aspirations sociales d'installation du plus grand nombre d'exploitants, notamment des sans terres irriguées (Bélières J.-F., 2011).

L'État n'a pas écarté les exploitations familiales et avec certains bailleurs de fonds, il poursuit l'aménagement des terres pour une distribution à des exploitations familiales, même si le rythme est très en deçà de la demande. L'État concède des modalités d'accès au foncier et à l'eau très inégales. Les investisseurs bénéficient d'un accès privilégié à l'eau et au foncier sur des milliers d'hectares en quelques mois et sans réelle contrainte. Au contraire, les

exploitations familiales peinent à obtenir quelques hectares sur lesquels les fonciers demeurent insécurisés et fortement assujettis au paiement de la redevance hydraulique. Ce double mouvement d'incitation et de faible régulation des investissements par le gouvernement révèle une perte d'intérêt pour l'agriculture familiale, pourtant à l'origine du dynamisme de la production agricole en zone ON (Burnod P., 2011).

Le Mali s'est engagé dans la reconnaissance de l'agriculture familiale, mais les textes donnent l'impression que cette reconnaissance vise d'abord la « modernisation » des exploitations agricoles familiales (nécessairement d'une partie d'entre elles) pour les transformer en petites entreprises agricoles. Pour une partie de l'administration et de la classe politique malienne, la croissance agricole et la sécurité alimentaire passent par le développement d'exploitations patronales ou agro-industrielles, avec un recours important aux équipements et aux consommations intermédiaires, qui seraient les seules capables de dégager des excédents commercialisables pour assurer l'alimentation des villes et exporter.

CHAPITRE II : LES PARTICULARITES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE A MADAGAGASCAR

Selon le classement du PAM (2016), Madagascar est le deuxième pays le plus touché par la faim après le Malawi et avant le Zimbabwe. Alors que plus de 1.9 millions de la population se trouve dans une situation critique selon toujours l'estimation de l'organisme, le potentiel pour améliorer en profondeur l'état économique et la sécurité alimentaire à Madagascar n'a jamais été un sujet primordial.

Malgré de fortes potentialités liées à la diversité climatique et écologique, Madagascar appartient encore au groupe de pays à faible revenu et à faible développement humain où les fortes tendances de la pauvreté sont généralisées. En 2013, Madagascar était classée comme étant un pays à développement humain faible, au 151^{ème} rang sur 186 pays, avec un IDH égal à 0,483 et un indice de pauvreté multidimensionnelle de 0,35710. Plus de trois quart de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté et 52,7% en sont dans l'extrême pauvreté. L'indice de la famine faisant état d'un score enregistré de 22,5 est considéré comme alarmant, d'après les rapports de la FAO/PAM en 2013, sur l'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar.

A/ L'insécurité alimentaire à Madagascar :

1. Evolution de la situation économique et de l'insécurité alimentaire à Madagascar

De 1960 à 1971, la situation économique de Madagascar était en bonne perspective. L'agriculture n'était pas encore soumise à aucun effet du changement climatique et les paysans l'ont bien maîtrisé par les méthodes traditionnelles dont la production dépend directement du climat. D'un côté, le nombre de la population était encore faible par rapport à la superficie et aux quantités de productions. De ce fait, Madagascar avait une quantité suffisante et avait exporté beaucoup des produits tropicaux de base : café, girofle, vanille, sisal, graphite, mica, raphia, etc. D'un autre côté, les PPN n'étaient pas influencés par les produits importés. Ils sont consommés avec des prix stables et à la portée du revenu de chaque ménage. D'une manière générale, aucun risque d'insécurité alimentaire était présent durant cette première période sauf en cas des catastrophes naturelles (les cyclones, la sécheresse dans la région du sud), dont les effets sont moindres et parfois partiels.

En avril 1972, une grève générale des étudiants de l'Université et des élèves des lycées d'Antananarivo a amené une crise politique ayant entraîné la chute du Gouvernement. Un régime transitoire a été mis en place et au cours duquel, l'Assemblée Nationale et le Sénat ont

été dissous. Les partis politiques étaient mis en sommeil c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas autorisés à exercer leurs activités. Les acteurs de développement (entreprises, industries, usines etc.) se sont retrouvés dans une situation délicate. Au cours de cette période, il y a eu une chute générale des productions. Plus particulièrement celle du riz a baissé, ce qui a amené de grosses importations de riz. La balance commerciale est devenue déséquilibrée. Le Gouvernement était obligé de contrôler les importations d'où le commencement de l'apparition des pénuries. En outre, les investisseurs privés étrangers ne se sentant plus en sécurité et étaient partis. Cette crise qui persistait pendant 3 ans donnait faveur à l'insécurité alimentaire dans le pays. Face à cette situation, le régime en place (en mai 1975) a choisi un régime économique socialiste. Elle a donc été marquée par la nationalisation des secteurs stratégiques de l'économie, à savoir : les Banques, les Assurances, les grandes sociétés commerciales coloniales, les sociétés sucrières etc. En outre c'était aussi la période des investissements à outrances. C'est-à-dire l'Etat a créé des entreprises de productions dont il était le seul actionnaire, à savoir : des huileries, des usines de fabrication d'engrais, des usines de fabrication de chaussures, une usine de torréfaction de café, une usine de fabrication de lait d'origine végétale (lait soja), etc.

Ce choix n'était pas très efficace du point de vue économique du fait que la place tenue par le secteur privé étant faible. Depuis ce moment, le nombre de population sous risque de l'insécurité alimentaire augmente.

Des nouveaux violents mouvements politiques ont entraîné un changement de régime politique à Madagascar en mai, juin 1991. A part ces crises, le changement climatique commençait à être un problème rencontré dans le domaine de l'agriculture. Les méthodes de production traditionnelles n'étaient plus efficaces comme auparavant, un désordre des saisons a pris place, les cyclones sont devenus plus puissants et la sécheresse prolongeait et se répétait dans la région du sud.

Par conséquent, la production continue à diminuer, ainsi que le pouvoir d'achat de la population. La sous-alimentation n'est plus un problème d'une simple complexité, il est devenu le centre de la majorité des interventions. Et depuis 1997 l'Etat a décidé de se désengager de toutes les entreprises dont il est actionnaire et de consacrer ses efforts, à développer les secteurs sociaux (éducation, santé, justice) etc.

Autre des effets de changement climatique qui n'arrêtent pas de s'aggraver, cette situation d'insécurité alimentaire avait commencé d'être plus critique lors du renversement du régime en place toujours par les coups de force populaires en 2002, à travers l'augmentation de taux de non employés, la diminution du pouvoir d'achat, l'augmentation de taux de

mortalité, la diminution de l'espérance de vie etc. Par ailleurs, le pays a subi les contrecoups des différentes crises mondiales à travers la baisse de ses exportations, la fragilisation de son tissu économique tributaire des importations et la dépréciation continue de l'Ariary face aux monnaies fortes comme l'euro ou le dollar. L'inflation galopante qui en a découlé, n'a pas été sans conséquences auprès des utilisateurs et les consommateurs finaux. Dans ce contexte extrêmement tendu, une nouvelle crise sociopolitique vient de naître au début de l'année 2009 et n'a pas encore trouvé sa fin jusqu'à présent. Les effets de cette nouvelle crise affectent différents secteurs sociaux en particulier la sécurité alimentaire tant au milieu urbain qu'au milieu rural.

2. Etat actuel de la sécurité alimentaire à Madagascar

En dehors des diverses crises sociopolitiques et la dégradation de l'environnement, les problèmes économiques, et plus particulièrement la croissance insuffisante de la production agricole, sont aussi une des causes les plus évidentes de l'insécurité alimentaire au niveau national. En réponse, la production de certaines denrées de base comme le riz, les oléagineux et le sucre n'a pas suivi l'évolution de la demande (et encore moins celle des besoins), et l'équilibre ressources/emplois se fait de plus en plus grâce à des importations. L'insuffisance des disponibilités locales et de la stabilité des approvisionnements reflètent un certain échec des politiques agricoles et de l'aide au développement rural, marqué par la faible croissance de la productivité de la riziculture, l'accès limité au crédit et la faible utilisation d'intrants, le niveau d'équipement dérisoire des exploitations agricoles, le blocage des situations foncières dans plusieurs régions, la dégradation des ressources naturelles, etc. Or, l'alimentation de la majorité de la population malgache est basée sur le riz et très souvent les compléments nutritionnels sont absents du régime alimentaire. Il fournit plus de la moitié de la valeur énergétique des aliments consommés par les ménages. Le manioc constitue le deuxième aliment de base des ménages malgaches après le riz et contribue pour environ 14 pour cent de la valeur calorifique des aliments consommés par les ménages sur le plan national.

a. Pourcentage des ménages touchés par l'insécurité alimentaire

Le tableau ci-dessous donne les pourcentages de ménages en insécurité alimentaire dans les différentes zones enquêtées par le PAM en 2013. Au total, 2091 ménages répartis dans 3 catégories de district ont été enquêtés. Les ménages ont été distingués en trois classes selon leurs consommations alimentaires et leurs accès économiques à la nourriture (sources de

revenu, niveau de revenu et de stocks d'aliments disponibles) à savoir : insécurité alimentaire sévère (IAS), insécurité alimentaire modérée (IAM), en situation à risque et en sécurité alimentaire (SA). Les ménages classés en l'insécurité alimentaire sévère (IAS) sont ceux qui ont généralement un score de consommation faible. Ces ménages ont un accès très limité aux aliments avec de sources de revenu moins stable (ventes de produits vivriers, travail agricole, pêche...) et un faible niveau de revenu (moins de 5 000 ariary par tête par mois), ou ayant un stock d'aliments de base venant de la propre production éphémère, qui dure moins de 3 mois. Les ménages classés en insécurité alimentaire modérée (IAM), quant à eux, sont ceux qui ont généralement un score de consommation limite. Ces ménages mangent en moyenne 3 fois par jour. Ils n'ont pas de problèmes majeurs d'accès: source de revenu assez stable (emplois indépendants, petit commerce...) mais un revenu mensuel par tête faible (entre 5 000 et 22 000 ariary), ou ayant un stock d'aliments de base venant de la propre production qui dure entre 3 et 6 mois. Enfin, les ménages classés en Sécurité Alimentaire (SA) sont ceux qui ont un score de consommation acceptable. Ils mangent en moyenne 3 fois par jour. Ces ménages n'ont aucun problème d'accès aux aliments.

Tableau 9: Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire dans les différentes zones enquêtées

Zones	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère et modérée	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Zones à risque de sécheresse	42%	63%	40%	22%	82%	85%
Zone à risque de cyclone et inondation	41%	44%	34%	38%	75%	81%
Zones de production rizicole	10%	15%	41%	33%	51%	47%
Total échantillon	32%	38%	38%	33%	70%	71%

Source Rapport spécial FS Madagascar 2013 FAO)

Dans l'ensemble, les résultats révèlent que près de 7 ménages sur 10 sont en insécurité alimentaire. Comparé à 2012, ce taux n'a pas changé. Par contre, une légère hausse de l'insécurité alimentaire sévère de 6 points a été constatée. Tandis que l'insécurité alimentaire modérée a baissé de 5 points. Comme en 2012, ces taux sont beaucoup plus élevés dans les zones à risque de sécheresse (partie Sud du pays) et dans les zones à risque de cyclone et inondation (partie Est et Sud-Est du pays). En effet, un peu plus de 8 ménages sur 10 enquêtés dans ces zones sont en insécurité alimentaire.

Ces résultats montrent que l'insécurité alimentaire touche une grande partie de la population malgache. La hausse d'insécurité alimentaire sévère dans le Sud et le Sud-Est s'explique surtout par l'augmentation de la proportion de ménages qui consomment des aliments à faible poids nutritionnel. Leur régime est essentiellement basé sur le manioc et les légumes verts (feuilles sauvages) ou les fruits (pastèques, cactus ...).

Une baisse du revenu moyen a été également constaté dans ces zones (sauf dans une partie de la région d'Atsimo Andrefana du côté de Tulear II et Benenitra où le niveau de l'an dernier est maintenu). Ceci est lié à la baisse des termes de l'échange des éleveurs car la vente de petits ruminants constitue une première source de revenu des ménages du Sud. De ce fait, la proportion de ménages ayant subis des chocs agricoles reste au même niveau que l'an passé. Toutefois, la sévérité des chocs est plus élevée dans certains districts. Par contre, plus de ménages ont subis de chocs économiques (baisse du revenu ou perte de source de revenu, hausse de prix...) ou de chocs sanitaires (décès, maladie ou hausse de prix des services sanitaires) surtout sur la côte Sud-Est.

b. Mécanisme de survie adopté par les ménages en insécurité alimentaire

Les stratégies adoptées par les ménages pour se procurer assez de nourritures sont variées. Ceux qui sont en insécurité alimentaire sévère diminuent leur nombre de repas par jour, ou leur ratio journalier ou encore la diversité des aliments qu'ils consomment. Ce qui aggrave de plus en plus leur cas car cela affaiblit davantage leur score de consommation. Les ménages en insécurité alimentaire modérée, par contre, adoptent la stratégie d'acheter des aliments moins chers mais moins préférés pour survivre. Le SAP (Système d'Alerte précoce, financé par la Commission Européenne) avait affirmé des difficultés alimentaires assez importantes dans le sud durant le dernier trimestre de l'année 2013. En effet, 53 Communes de la zone SAP (soit la moitié des Communes que le système suit) ont été en difficulté alimentaire : 10 Communes sont en difficulté alimentaire très aigüe (la majorité se trouve

dans les districts d'Ampanihy Ouest et Betioky Sud), 42 sont en difficulté alimentaire et 7 en difficulté alimentaire localisée.

Le nombre de population par zone affectée par l'insécurité alimentaire est estimé dans le tableau qui suit :

Tableau 10: Estimation du nombre de personnes en insécurité alimentaire dans les différentes zones enquêtées.

Zones	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère et modérée
Zones à risque de sécheresse	966 573	338 986	1 305 559
Zone à risque de cyclone et inondation	1 287 045	1 115 642	2 402 687
Zones de production rizicole	331 295	743 487	1 074 782
Total	2 584 913	2 198 114	4 783 028

Source : *INSTAT 2011-2012*

Les zones à risque de cyclone et inondation sont les districts de NosyVarika, celui de Mananjary et de Vohipeno et celles qui sont à risque de sécheresse sont les districts d'Ambovombe, celui d'Amboasary et de Tsihombe.

D'une manière générale le taux de l'insécurité alimentaire présente des variations selon le milieu et la région de résidence. Il est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain et de plus, la situation est plus grave et concentrée au niveau des enfants, la moitié des enfants malgaches de moins de 5 ans accusent un retard de croissance: 24 pour cent sous la forme modérée et 26 pour cent sous la forme sévère (PAM 2011-12). La proportion d'enfants souffrant de malnutrition chronique varie de manière sensible avec le niveau d'instruction de la mère et en fonction du niveau socioéconomique du ménage dans lequel vit l'enfant.

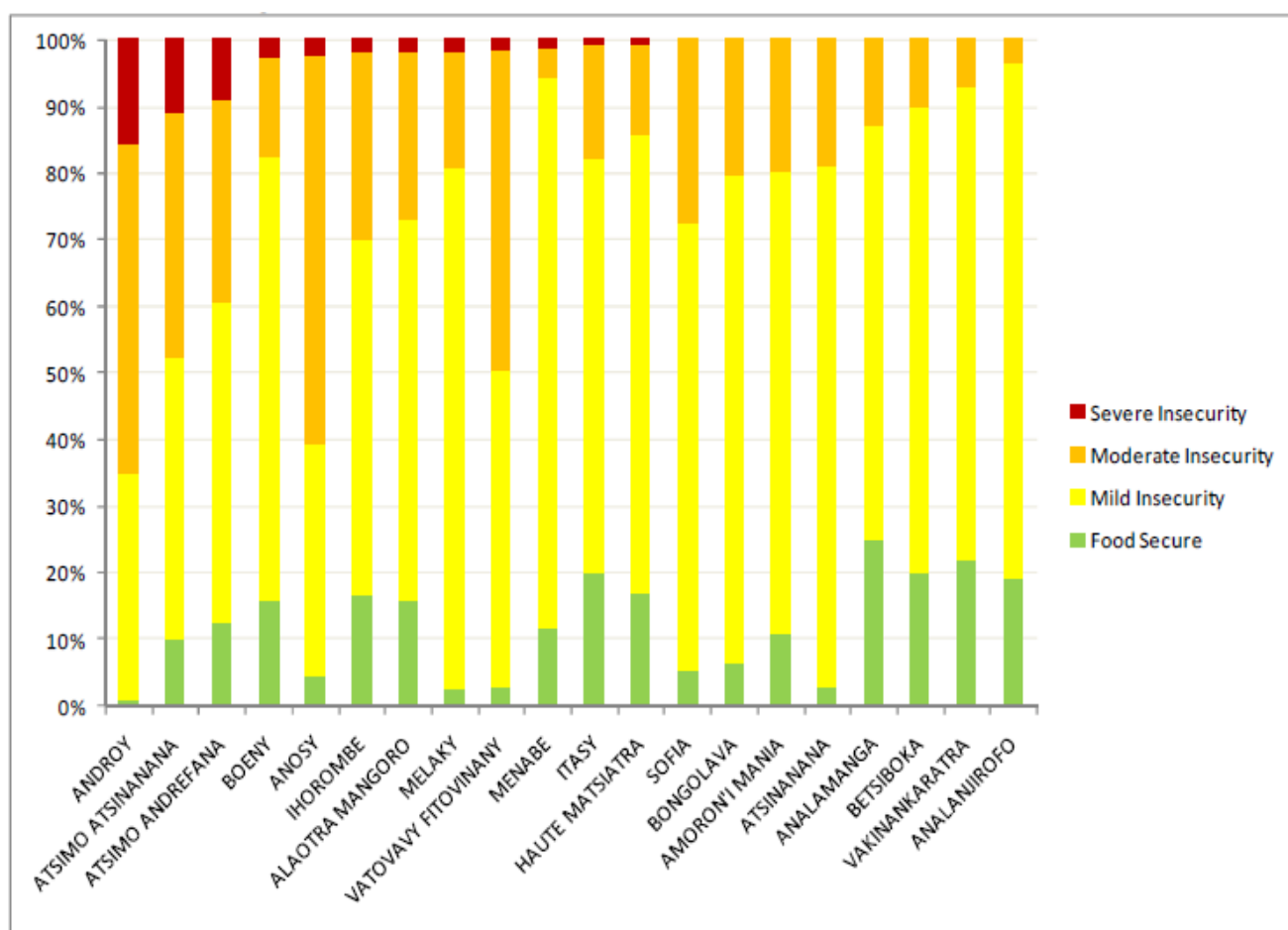
B/ Les faits concernant l'insécurité alimentaire par région

Au niveau régional, la prévalence de ménage en insécurité alimentaire sévère est plus élevée dans le sud du pays, en particulier les régions les plus touchés sont Androy, Atsimo Atsinanana et Atsimo Andrefana, avec 15.6 pour cent, 10.8 pour cent et 8.9 pour cent des

ménages respectivement. Un pourcentage significatif d'insécurité alimentaire (sévère et modérée) se trouve dans la région d'Ihorombe (plateaux sud) et d'Alaotra Mangoro (la zone plus productive du pays dans le plateau nord oriental) et en mesure inférieure en Boeny (nord-ouest). Il faut aussi noter que la prévalence des ménages en insécurité alimentaire modérée est très élevée dans les régions d'Anosy et Vatovavy Fitovinany, avec 58.3 pour cent et 48.1 pour cent des ménages respectivement. Les autres régions du pays connaissent une prévalence élevée de ménages à risque d'insécurité alimentaire.

La classification de la sécurité alimentaire par région est rapportée dans le graphique ci-dessous.

Graphe 3: Madagascar – Classification de la sécurité alimentaire



Source: Enquête CFSAM 2013

Près de 1,9 millions de personnes, représentant 46% de la population de huit régions, sont en insécurité alimentaire parmi lesquelles plus de 450 000 personnes (12% de la population) sont confrontées à une insécurité alimentaire sévère.

1. Les régions du Nord et la capitale :

a) La Capitale (La région d'ANALAMANGA)

La ville d'Antananarivo, capitale de Madagascar, a connu une famine entre 1985 et 1987 à la suite de la libéralisation du marché du riz : la très forte augmentation des prix de cette céréale de base n'a plus permis aux couches les plus modestes de s'approvisionner, malgré la disponibilité du produit sur les marchés de la capitale. (Garenne et al., 1999).

A Antananarivo, ce sont surtout les activités liées au service qui sont les plus importantes, les zones franches se sont beaucoup plus développées

i. Accessibilité alimentaire au niveau des ménages

Par définition, c'est l'accès de tous à des ressources adéquates (droits) leur permettant d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive. Les droits sont définis comme l'ensemble de biens auxquels une personne est susceptible d'accéder en raison du contexte juridique, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle vit (y compris certains droits traditionnels tels que l'accès aux ressources Communes). En milieu urbain, il dépend à la fois de la disponibilité des produits sur le marché et de leur prix.

Le classement des ménages selon cette accessibilité a été faite à partir de 3 variables (la stabilité des sources de revenu, le niveau des dépenses alimentaires et le niveau des stocks de riz).

Tableau 11: Répartition (en %) de l'insécurité alimentaire des ménages dans les différents Fokontany de la région Analamanga en 2011

Fokontany	Insécurité alimentaire sévère (IAS)	Insécurité alimentaire modérée (IAM)	Sécurité alimentaire (SA)
Cité Ampefiloha	0,0	3,1	96,9
Antohomadinika	58,6	8,6	32,8
Volosarika	22,7	18,2	59,1
Ampamantanana	24,6	5,3	70,2
Ankazomanga	22,0	6,8	71,2
Tsaramasay	32,2	11,9	55,9
Anosizato Est I	23,0	6,6	70,5
Ampangabe	41,2	10,3	48,5
Soavimasoandro	30,4	10,7	58,9
Anjanahary II S	11,3	11,3	77,4
Zaivola	64,0	28,0	8,0
Total (%)	29,2	10,6	60,2
Effectif	190	67	403

Source McRAM II

La prévalence de l'insécurité alimentaire parmi les ménages varie sensiblement selon les Fokontany. Le pourcentage des ménages en sécurité alimentaire varie ainsi d'un minimum de 8 % de la population à Zaivola où les habitants sont à 90% des agriculteurs. Pour ces ménages la production alimentaire de base constitue l'essentiel de leur travail et la majeure partie de leurs revenus, de leur consommation et de leur apport calorifique, même si la plupart

d'entre eux compte sur l'élevage sur les cultures de rente ou sur des activités non agricoles. Par contre, nous constatons que le taux des ménages en sécurité alimentaire est maximum (97 % de la population) à la Cité Ampefiloha dont les habitants sont des ménages qui ont une source de revenu stable comme: Commerce (en gros, import/export...), pension, indemnité gouvernementale, salaire du secteur privé, salaire du public (Fonctionnaire). Le pourcentage des ménages en sécurité alimentaire prend une valeur moyenne dans les autres Fokontany comme le Fokontany Volosarika, Fokontany Ampamantanana, Fokontany Anosizato Est I, etc. qui sont eux-mêmes abritant des ménages ayant de source de revenu peu stable travail manuel qualifié, emploi indépendant, petit commerçant, etc...

ii. Indicateurs et estimation de l'effectif de la population requérant de l'assistance

D'après une étude faite par le PAM, de construire un indice composite de vulnérabilité, sur la base de 4 indicateurs issus de 3 sources d'information différentes : la zone d'Analamanga est réputée pour sa forte production agricole, mais elle est préoccupante en particulier en termes de malnutrition chronique et d'insécurité alimentaire chronique.

Les 4 indicateurs (STUNT, IAC, VUL, CHOC) ont été agrégés au niveau de plusieurs régions et normalisés. Ces indicateurs sont :

- **La malnutrition chronique** (données de l'enquête anthropométrique Seecaline 2010) Seecaline / Banque Mondiale, 2010, Valide au niveau des Districts (n=111), Rapport Taille/Âge ou (% des enfants < 3 ans avec > -2 e.t.), Nom de l'indicateur: STUNT
- **L'insécurité alimentaire chronique** (tel qu'utilisé par le SICIIV, appréciation des *focus groups* organisés au niveau des communes, agrégés à l'échelle des régions), Analyse FAO/SICIIV, Source: RC/ILO, 2001, Valide au niveau des Communes (n=1385), Nom de l'indicateur: IAC
- **L'indice de vulnérabilité** (indice calculé sur un jeu d'indicateurs, résultat de la base de données SIRcat de CARE), Analyse CNS/CARE « Profil Communal, Analyse de Risque », Source: RC/ILO 2009, Valide au niveau des Communes (n=1385), Indice Vulnérabilité comprend: Disponibilité/Accès, Consommation/Santé, Eau/Assainissement, Habitat, Éducation, Participation Communautaire, Isolement, Nom de l'indicateur: VUL

- **L'indice de choc** (indice calculé sur un jeu d'indicateurs de risques et aléas, résultats de la base de données SIRcat de CARE), Analyse CNS/CARE « Profil Communal, Analyse de Risque », Source: RC/ILO, 2001, Valide au niveau des Communes (n=1385), Indice Choc comprend: Chocs climatiques et environnementaux (Cyclones, Sécheresse, Inondation, Criquets, Déforestation, Ensablement, etc.), Chocs Insécurité (Vols de Boeuf, Cambriolage, Meurtre, etc.), Chocs Économiques / Marché, Nom de l'indicateur: CHOC

Tableau 12: Indice composite de vulnérabilité de la zone d'Analamanga

Province	Région	%POP	STUNT	IAC	VUL	CHOC	RISQUE
Antananarivo	Analamanga	13,3%	54,26	10,1	0,04	0,32	1,88

Source : PAM, 2012

Tableau 13: Productions de riz (paddy) en 2012/13 (tonnes)

Région	Moyenne 5 ans (2007/08-2011/12)	Production 2012	Production 2013	Variation 2013/2012 (%)	Variation 2013/moyenne 5 ans (%)
Analamanga	270 097	281 178	301 118	7	12

Source : Rapport spécial – mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar 2013

Tableau 14: Evaluation de la campagne 2012/2013

<i>Evolution</i>	<i>Productions</i>	<i>Observations</i>
<i>Production en hausse</i>	- Riz (irrigué et pluvial, +7%) ; Manioc (+3%) ; Arachide (+15%) ; haricot (+5 à 10%)	- Hausse de 11,5% de la production rizicole par rapport aux 5 dernières années (pluviométrie favorable)
<i>Production stable</i>	- Mais (+2%) ; Patates douces (-2%) ; Taro (-0,5%)	
<i>Production en baisse</i>	- Arachide (-66%) - Cheptel bovin et volailles	Maladie des troupeaux, coûts élevés de traitement des animaux, accès limité aux pâturages, insécurité

Source : Rapport spécial – mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar 2013

La situation alimentaire en 2012/2013 de la Région Analamanga est la suivante:

- Disponibilité ↘ : Production agricole en légère hausse, mais près de la moitié est commercialisée pour subvenir aux dépenses du ménage
- Accessibilité ↘ : Risques futurs au moment du rachat d'aliments en période de soudure

b. Les régions du Nord :

Tableau 15: Productions de riz (paddy) en 2012/13 (tonnes)

Région	Moyenne 5 ans (2007/08-2011/12)	Production 2012	Production 2013	Variation 2013/2012 (%)	Variation 2013/moyenne 5 ans (%)
Diana	105 986	105 792	78 104	-26	-26
Sava	167 088	177 387	130 035	-27	-22
Sofia	392 598	383 522	143 274	-63	-64

Source : Evaluation rapide de la sécurité alimentaire 2013

La Région de Sofia est située au pied des Hautes Terres Malgaches et ouverte sur le canal du Mozambique. Le climat y est du type tropical sec, il comprend deux saisons bien distinctes, la saison sèche s'étendant sur 7 mois d'Avril à Octobre et 5 mois de saison humide

et pluvieuse de Novembre à Mars. Malgré le nombre élevé de mois secs, la pluviométrie annuelle varie de 1155 à 1896mm, favorable à la riziculture et aux cultures pluviales (sur Tanety). Les potentialités rizicoles et l'importance de cette activité, avec Marovoay particulièrement, font de cette région le deuxième grenier à riz à l'échelle du pays. D'ordinaire en effet, l'ensemble de la région accuse un excédent de production de riz blanc.

Cependant, le cyclone (46%) reste le premier choc le plus cité par les ménages et ensuite, il y a l'augmentation des prix de la nourriture. Par ailleurs, les principales stratégies et mécanismes pour faire face aux chocs sont notamment le changement dans la consommation alimentaire (49%) et une grande consommation de nourriture sauvage.

Par exemple, après le passage des cyclones Bondo (Décembre 2006) et Clovis (Janvier 2007), la plupart des rizières étaient inondées. Selon l'estimation de l'observatoire du riz (Observatoire du riz (2007) : Etat des lieux de la riziculture suite aux inondations et propositions d'actions) la surface inondée des rizières est respectivement de 1,800 et de 1,900 hectares dans la région d'Atsimo Atsinanana et de Sofia. La perte sur l'autoconsommation au niveau des producteurs est estimée respectivement à 2,228 et 2,351 tonnes (ce qui représente respectivement 4.6% et 1.9% des besoins en autoconsommation des producteurs), et la perte sur la part du riz blanc destinée aux ventes est estimée à 743 tonnes et 784 tonnes (ce qui représente respectivement 7.7% et 4.9% des quantités habituellement vendues par les producteurs). Par ailleurs, le démarrage de la culture de riz de première saison est jugé difficile à cause du manque de semences, ajouté aux dégâts survenus sur les systèmes d'irrigation et d'ensablement des rizières (en particulier au Nord) constituent un vrai problème.

Dans l'ensemble, aux environs de 40% des ménages de la région Sofia puisent leurs principales sources de revenus des ventes de produits agricoles. Et le passage d'un cyclone diminue les revenus et/ou les possessions de la presque totalité de ces ménages et diminue par la suite la production, d'où la difficulté d'accès à la nourriture.

Tableau 16: Evaluation de la campagne agricole 2012/2013 (Région Sofia):

Evolution	Production	Observations
Production en hausse	- Taro (+17%)	- La culture ne nécessite pas l'irrigation régulière
Production en baisse	- Riz (irrigué et pluvial-63%) ; Manioc (-14%) ; Mais (-51%) ; Patates douces (-40%) ; Arachide (-37%) - Cheptel bovin (48% des ménages ont vu leur cheptel se réduire) - Pêche continentale	- Le manque d'infrastructures, faible usage d'intrants améliorés (sauf pour l'oignon) - La réduction des pâturages, tarissement des points d'abreuvement générant des maladies, insécurité en recrudescence - Les ressources d'eau continentale en concurrence avec les cultures de décrue, surpêche, tarissement des plans d'eau

Source : Rapport spécial – mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar 2013

La situation alimentaire en 2012/2013 de la Région Sofia est la suivante:

- Disponibilité ↘ : Production agricole faible : couverture alimentaire estimée à 4 mois par rapport à une couverture normale de 6 mois.
- Accessibilité ↘ : Hausse des prix du riz local

CAS DE LA VILLE D'ANTSIRANANA :

Antsiranana est une ville où le tourisme, les activités de réparation navale et la pêche se sont développés. Les catégories citées comme « riches » à Antsiranana sont ceux qui possèdent des zébus. Le riz reste l'aliment de base, il est consommé presque tous les jours. La situation inquiétante constatée semble le fait de facteurs structurels liés aux conditions de vie des zones urbaines. La disponibilité alimentaire et l'approvisionnement sont satisfaisants, les problèmes se manifestent au niveau du pouvoir d'achat des ménages et de leur accès à

l'alimentation. En effet, les 3 chocs ayant affectés les ménages sont, la hausse des prix de la nourriture, le coût élevé des soins médicaux, la perte d'emploi. Ces chocs ont obligé les ménages à adopter des stratégies de résilience de début de crise voire de détresse qui risquent de mettre en danger la vie humaine s'ils perdurent. Par exemple, concernant la hausse des prix de la nourriture, après la crise de 2009, les prix des viandes et des poissons ont augmenté de 100% ; les prix des brèdes et des légumes ont augmenté de 77%... Face à cela, il est difficile pour les ménages à moyen et faible revenu d'accéder à l'alimentation satisfaisante.

2. La région du Sud:

i. Les faits :

C'est dans le sud, et plus particulièrement l'Androy, que se manifestent les crises alimentaires les plus aiguës. Les famines et les disettes sont inscrites dans la mémoire collective; les plus dures d'entre elles portant un nom et servant de marqueur chronologique.

Encadré : La récurrence des crises alimentaires dans le Sud de Madagascar

1928 : Effet combiné d'un déficit pluviométrique et d'une crise de l'élevage consécutive à la destruction des "*raketa*" (sorte de cactus consommé par les animaux et, au pire, lors de la disette par les hommes) par une cochenille importée de l'île de la Réunion. Provoque une très forte émigration.

1931 : Sécheresse importante entraînant des déplacements de population.

1941-1944 : La grande famine au nom évocateur de "*maro taola*" (qui signifie "beaucoup d'ossements humains") entraîne la migration de la quasi-totalité des *antandroy* de la zone sédimentaire ; sacrifice massif de zébus en 1945 pour faire revenir la pluie en collaboration avec l'administration coloniale.

1956 : Sécheresse.

1980 : Après 25 années à peu près normales, sécheresse nommée "*santira vy*" ("ceinture de fer").

1982 : Sécheresse "*malalak'akanjo*" ("on est large dans ses vêtements").

1986 : Sécheresse "*bekalapake*" ("manioc séché").

1989-1992 : Famine et sécheresse, beaucoup de décapitalisation, migrations importantes "*tsy mitolike*" ("on mange sans se retourner") pour décrire la lutte individuelle pour la survie. Plusieurs milliers de morts.

Source: Kiomba-Madio, 1997.

Dans la région Atsimo Andrefana, les ménages vivant dans les zones rurales situées au sud du fleuve Onilahy sont confrontés à une insécurité alimentaire chronique qui revêt notamment un caractère saisonnier lié à la période de soudure. Ils sont, en outre, exposés aux menaces récurrentes de sécheresses et d'invasions acridiennes qui peuvent causer des dégâts importants sur les cultures. Dans ce contexte aggravé par une forte pauvreté structurelle, l'absence d'alternatives économiques, l'enclavement des villages et la faiblesse des services de base et des services décentralisés de l'Etat, les ménages sont vulnérables à une insécurité alimentaire sévère et connaissent des disettes d'ampleur variable. En cas de crise, ils commencent par consommer les semences qu'ils avaient conservées pour le semis de la saison agricole suivante, puis ils réduisent le nombre de repas pris par jour et complètent le repas par la consommation de plantes de cueillette. Si la situation ne s'améliore pas, ils vendent alors du petit bétail et en dernier recours les zébus. Enfin, les familles peuvent migrer temporairement. La récurrence des chocs ne leur permet pas de recapitaliser et ils sont entraînés dans un cercle vicieux de décapitalisation et de vulnérabilité, qui amoindrit encore leurs capacités de résilience. Du fait de ces différents facteurs, on note un taux de malnutrition chronique élevé – il atteignait 41.6% en 2009 - qui conduit à un retard de croissance et de développement physique et intellectuel chez les enfants, avec un impact évident sur le développement du capital humain.

Figure 3: Carte de la région SUD de Madagascar



Source : Google Map

ii. Les problèmes spécifiques des ménages :

- Faibles disponibilités et accessibilités des aliments

Dans les communes de cette région Sud, on observe d'abord une disponibilité insuffisante ou une faible accessibilité des aliments particulièrement en période de soudure, et une faible diversité des aliments consommés tout au long de l'année. La population vit d'une agriculture pluviale de subsistance et de l'élevage extensif.

Plusieurs facteurs liés aux conditions bioclimatiques et aux systèmes de production contribuent à expliquer l'insuffisance de la production. Le climat, semi-aride, est caractérisé par une longue saison sèche de huit à neuf mois à laquelle succède une brève saison des pluies, souvent très irrégulière et toujours pauvre en précipitations (moins de 600 mm/an). L'aridité marquée et la période courte de végétation (trois à quatre mois) réduisent les options de cultures et les rendent aléatoires. Les exploitations sont de petites tailles, sans irrigation, sur des sols majoritairement calcaires, sableux et peu fertiles. L'agriculture est manuelle et aucun engrais n'est apporté aux cultures de plein-champs. Les facteurs limitant la taille des surfaces cultivées sont la force de travail ou les ressources financières pour rémunérer la main d'œuvre, et l'outillage, pour la préparation du sol et le sarclage. Aucun intrant chimique n'est apporté, car trop cher, et l'utilisation de fumier, bien qu'il soit facilement disponible en quantité, est « fady » (taboue). Les rendements dans la région sont de l'ordre de 0,6 à 0,8 tonnes/ha pour le maïs ; 3-7 tonnes/ha pour le manioc ; 0,4 à 1,1 tonnes/ha pour le sorgho ; 3 à 5 tonnes/ha pour la patate douce.

- Faible diversité des aliments disponibles

Tout au long de l'année, l'alimentation est très peu diversifiée. Le manioc constitue l'aliment principal, consommé frais pendant la récolte (mars à juillet) puis sec tant que subsistent les stocks. Les jardins potagers, lorsqu'ils existent, sont une source de diversité alimentaire. Ils peuvent être situés autour des puits traditionnels ou des puits protégés, ou bien au bord de rivières temporaires. Ils sont généralement cultivés par les femmes qui y sèment des tomates, oignons, poivrons, aubergines, carottes, salade, chou de chine (« petsay »), « kimalao » (feuille à goût de menthe), divers brèdes, etc... Le premier problème soulevé par les cultivatrices est l'accès à l'eau et sa maîtrise. Les femmes qui cultivent des jardins sur le bord des rivières sont dépendantes de la pluviométrie (cours d'eau temporaires) et à la merci des crues soudaines ; celles qui cultivent près des puits dépendent de l'approvisionnement du puits. Les jardins sont alors généralement de petite taille et lorsqu'en saison sèche le débit est faible, les jardins ne sont plus cultivés parce que leur arrosage entre en concurrence avec la

consommation humaine. La production et les rendements des cultures maraîchères restent donc faibles.

- Facteurs limitant liés au rôle de l'élevage dans l'économie du ménage :

La région du sud-ouest et les Mahafaly qui représentent 90% de la population de la zone d'intervention ont une vocation traditionnellement pastorale. Le troupeau composé de zébus, moutons et chèvres joue un rôle d'épargne et représente environ 60% des revenus des ménages. Cependant, seuls l'élevage caprin et les volailles, dont les femmes ont la charge, jouent un rôle dans la couverture des besoins des ménages en termes alimentaires et économiques et en cas de chocs (achat de nourriture en période de soudure, paiement de frais médicaux...). En effet, il n'y a pas de logique économique à l'élevage bovin, l'épargne que constitue ce troupeau n'est pas destinée à être réinvestie ni à améliorer le revenu du ménage mais à être « consommée » lors des cérémonies.

- Faible accès à l'eau potable et à l'eau pour les jardins potagers

Un faible accès à l'eau potable et des pratiques d'hygiène inadéquates favorisent les maladies d'origine hydrique, qui peuvent être des causes immédiates de malnutrition. L'insuffisante disponibilité de l'eau constitue par ailleurs un obstacle au développement de jardins potagers source d'une plus grande diversité alimentaire. Avec un taux moyen d'accès à l'eau potable de 26%, Betioky est l'un des districts les moins bien desservis de la région. Les problèmes d'approvisionnement en eau ne sont pas seulement dus aux pluies faibles et erratiques, mais également à la grande perméabilité du terrain. Il n'existe pas de rivières permanentes en dehors du fleuve Onilahy. L'accès à l'eau pour la consommation humaine est assuré soit par des puits traditionnels, soit par des puits protégés construits par des organisations, soit par les rivières intermittentes. Les puits traditionnels sont des trous creusés dans le sol ou au fond des rivières asséchées. Lorsqu'un puits protégé est construit, les villageois résidant à proximité tendent à réserver le puits traditionnel au bétail. Mais en saison sèche, le débit des puits protégés est souvent faible et les villageois doivent attendre de longues heures pour avoir de l'eau. Si les puits s'assèchent, les villageois creusent de nouveau des mares.

C/ Les caractéristiques du « KERE » au Sud de Madagascar :

1. Le problème d'accessibilité alimentaire et les contraintes climatiques :

Le Sud de Madagascar, même en période de saison des pluies généralement entre octobre et mars, est victime d'une longue période de manque de pluies. La perte de la production agricole et le manque d'eau entraînent rapidement une flambée des prix des produits alimentaires et du prix d'eau. La pauvreté et la vulnérabilité de la population sont très élevées dans le Grand sud. Cette zone enregistre le taux de pauvreté le plus élevé à Madagascar, pouvant atteindre jusqu'à 94% et les autres indicateurs socio-économiques sont les plus alarmants à Madagascar. De plus, avec les irrégularités des pluies, la période culturale ne suit plus le calendrier normal dans l'année, les gens cultivent au fur et à mesure de l'arrivée des pluies.

Face à cette vulnérabilité accrue et cette pauvreté extrême, les mécanismes d'adaptation de la population sont très limités et un manque de pluies même pendant une période courte entraîne une situation d'insécurité alimentaire et/ou nutritionnelle appelée localement « kere ».

En 2016, le « kere » dans le Sud fait 2 à 10 victimes par jours. En clair, la situation est réellement plus qu'alarmante.

Cependant, le Grand sud est caractérisé par cette situation structurelle depuis des décennies mais pour certaines années, la situation se dégrade au point de provoquer une urgence ponctuelle ou prolongée. Les cas les plus récents sont ceux de 2006, de 2009 et de 2011. Le nombre de population nécessitant une intervention d'urgence immédiate atteignait 191.000 personnes sur 500.000 en situation d'insécurité alimentaire en 2009, et 200.000 personnes sur 720.000 en 2011.

La production de riz, de maïs et de manioc connaît une baisse importante allant de moins de 8 à 14% (en 2016). Des pertes de production sont enregistrées dans les régions Androy, Atsimo Andrefana et Anosy. Quatre districts, en l'occurrence Tsivory, Betroka, Amboasary-Sud et Ampanihy sont (en 2016) touchés par la famine ou « kere » dans le Sud.

Durant la saison 2015/2016, le phénomène El Nino a entraîné des précipitations moyennes sur les deux tiers de Madagascar. Dans le Sud, El Nino est associé à une baisse des précipitations, ce qui affecte les activités agricoles.

Les prix du riz, maïs et manioc ne cessent d'augmenter avec des hausses allant jusqu'à plus de 40%. Le prix du manioc est au-dessus de la moyenne sur 5 ans. Le prix du riz est inaccessible

pour les pauvres. Le rapport de l'USAID sur l'alerte contre la famine à Madagascar en 2016 avait annoncé qu'au moins 20% des ménages dans Tsihombe et Bekily étaient en crise (Ipc ou Cadre Intégré de Classification de la Sécurité alimentaire Phase 3).

Le sud de Madagascar est une région marquée par l'aridité. Elle est maximale dans la région de Tuléar, à l'ouest, où les moyennes annuelles descendent au-dessous de 400 mm d'eau par an, tombés au cours d'une saison des pluies de moins de trois mois. Si les pluies augmentent progressivement au nord et à l'est, tandis que la saison des pluies s'allonge un peu, elles restent rares malgré tout. À Ambovombe, la moyenne atteint 600 mm d'eau par an ; on passe ainsi d'un climat sahélien à un climat tropical sec.

Ce n'est pourtant pas la rareté des pluies qui constitue le réel danger pour l'agriculteur : il s'y est adapté et son système de culture est construit en fonction de cette contrainte. Le maïs a un cycle végétatif très court, le manioc qui peut être gardé en terre constitue une plante anti-famine, le stockage des vivres permet de survivre à une pénurie si elle n'est pas trop longue. Le danger vient de l'extrême irrégularité des précipitations, dont l'essentiel tombe en été comme des pluies tropicales, en automne lors du passage des queues de cyclone, quelquefois en hiver, provoquées par les perturbations du front polaire de l'océan austral, parfois diluviennes, toujours brèves et trop espacées, obligeant le paysan à des semailles répétées qui souvent épuisent son stock de semences.

Les conditions climatiques dans le Sud sont avantageuses pour le développement des criquets. L'invasion de criquets dévore toutes les cultures du Sud-ouest de Madagascar. Ce fléau menace sévèrement les habitants qui ne survivent que grâce à elles.

Par exemple, en février 2013, le cyclone Haruna a touché le Sud de l'île de Madagascar. Or, son passage a créé les conditions d'humidité favorables à la prolifération de criquets migrants. Elle prend la forme d'un gigantesque nuage noir de millions de criquets formant un essaim de 15 km de long qui file au ras du sol à 20 km à l'heure. En un jour, jusqu'à 100 000 tonnes de végétation peuvent disparaître : riz, pâtures, maïs, canne à sucre, les criquets engloutissent tout.

Après le passage des criquets, il n'y a plus rien à manger pour les femmes et les enfants, les bêtes n'ont plus rien à manger. Ces scènes de désolation se reproduisent un peu partout dans le sud-ouest de Madagascar. Les criquets privent ainsi de leurs récoltes une population qui, pour 70% d'entre elle, vit déjà sous le seuil de pauvreté.

Il n'y a ainsi pas de surprise. Le Sud reste le plus affecté par l'insécurité alimentaire et subit les contrecoups de la baisse des productions vivrières des campagnes agricoles des dernières années, et ce, depuis 2012. Les déficits pluviométriques de fin 2014 ont aggravé la situation.

2. L'insuffisance de subventions et d'aides provenant de l'Etat:

Près de la moitié de la population est considéré comme touché par l'insécurité alimentaire à Madagascar dont notamment les enfants. L'absence de volonté politique est montrée du doigt pour expliquer ce paradoxe malheureux. Il y a d'abord l'impossibilité pour les producteurs de faire parvenir aux consommateurs leurs productions agricoles faute de voies de dessertes dont la construction et l'entretien sont du ressort du pouvoir public. En outre, il s'agit d'habitude alimentaire et de méconnaissance des besoins nutritionnels. Pour bon nombre de malgaches, se nourrir veut dire manger du riz. Ils ont du mal à adopter d'autres formes d'alimentation dont les fruits et légumes à cause de cette habitude.

En plus de cela, il n'y a pas d'action concrète contre l'insécurité alimentaire dans le Sud venant de l'Etat. Or, il est crucial de poursuivre les actions avec de l'assistance, non seulement pour permettre aux communautés une consommation alimentaire adéquate en période de soudure, mais également pour les aider à recouvrer leurs moyens de subsistance.

Pour le cas de la région d'Androy, le problème repose sur l'absence de volonté politique et le problème de bonne gouvernance.

L'insuffisance d'aide venant de l'extérieur est due aux crises politiques qui se sont succédé dans la Grande Île. Madagascar est l'un des pays d'Afrique qui reçoit le moins d'aides au développement, malgré des indicateurs de pauvreté parmi les plus hauts.

CHAPITRE III: SYNTHESE

1. Analyse comparative des deux pays :

Ces études précédentes indiquent que l'insécurité alimentaire au Mali et à Madagascar s'est développée à une vitesse remarquable.

D'après le classement selon le PIB par tête faite par le Fonds monétaire international (FMI) pour 2015 : Madagascar est le 5^{ème} pays le plus pauvre du monde avec un PIB par habitant de 392,6 dollars/an tandis que le Mali est le 17^{ème} pays le plus pauvre du monde avec un PIB par tête de 672,2 dollars/an.

Tableau 17: Classement 2013 des pays selon leur IDH :

Classement mondial	Pays	IDH 2013	PNB par habitant en 2011 (en dollar)
155	Madagascar	0,498	1333
176	Mali	0,407	752

Source : Auteurs

Les populations de Madagascar et du Mali ont une espérance de vie à la naissance respectivement égale à 65 et 61 ans, largement au-dessus de l'espérance de vie moyenne continentale qui s'élevait à 60 ans en 2013. Par contre, les deux pays ont un PNB/habitant relativement faible (1333 et 752 dollar respectivement pour Madagascar et Mali contre 5 074 dollars en moyenne sur le continent).

Outre cela, Mali et Madagascar sont tous deux des pays à vocation agricole avec 83 % de la population vivant en milieu rural et dépendent de l'agriculture pour Madagascar tandis que pour le Mali, il a un potentiel irrigable estimé à plus de 22 millions d'hectares et que l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation occupent près de 80 % de la population. Donc l'agriculture occupe une place importante dans sa contribution au PIB avec 45 % pour le Mali et 43 % pour Madagascar. Pour ce dernier, les populations rurales pratiquent une agriculture essentiellement vivrière où le riz joue un rôle prépondérant. Toutefois, les

agriculteurs, malgré leurs efforts et acharnements au travail, leur production ne suffisent souvent pas à nourrir leur famille toute l'année.

Le riz constitue, certes, la nourriture principale des malgaches, mais actuellement, il y a une tendance à la substitution car outre la raison de diversification, certains malgaches, surtout les plus pauvres, ne peuvent plus se permettre d'en acheter. Par exemple, dans le Sud la production se diversifie notamment dans le riz, le maïs, le manioc, etc... Par conséquent, la consommation varie également. De même, au Mali, la population a une consommation diversifiée avec le maïs, le riz, le mil, le sorgho. Mais c'est surtout le riz qui est le plus consommé.

Selon les dernières statistiques en 2015, en moyenne, un Malgache consomme environ 130Kg de riz par an (soit environ 10,8kg par mois ou 360grammes par jour), contre une consommation annuelle de 81Kg de riz par habitant par an au Mali.

Tableau 18 : Comparaison de la production et de l'importation au niveau des deux pays

Pays	Année	Production annuelle de riz (en tonnes)	Importation moyenne de riz (en tonnes/an)	Nombre de population
Madagascar	2015	3,8 millions	200 000	24 millions
Mali	2015	2,5 millions	300 000	18 millions

Source : Auteurs

Force est de souligner que chaque année, des surplus d'importation de riz sont observés à Madagascar. Ce dernier, suivant son volume de production, pourrait subvenir aisément aux besoins de sa population. De plus, l'exportation de riz ne représente pas réellement une si importante revenue pour l'Etat. La priorité de l'Etat est de prioriser sa population pour ne pas tomber dans la famine. Madagascar pourrait être le silo de l'océan indien, voire même de l'Afrique Subsaharienne en termes de culture de riz, et même de maïs. L'Etat devrait ainsi se focaliser sur cette solution et surtout allouer des budgets adéquats, pour la promotion de cette filière, afin de ne plus importer de riz.

Par contre, le Mali a besoin d'augmenter sa production de riz pour satisfaire les besoins en consommation de sa population. Les potentialités en terre et le savoir-faire étant là, le problème se situe au niveau de la disponibilité en eau.

C'est ainsi que l'insécurité alimentaire est très dominante, avec des caractéristiques différentes, dans les deux pays. Pour le Mali, la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité est élevée avec 25 % des ménages ruraux sont en situation d'insécurité alimentaire et 32 % sont considérés comme vulnérables et elles sont présentes dans toutes les régions mais dans des proportions différentes et avec des contrastes souvent importants à l'intérieur de certaines régions. Mais la région du Nord est la plus touchée car il s'agit de la zone du Sahel où la pluviométrie est insuffisante et surtout la présence d'insecte ravageur qui détruit les récoltes. Alors que pour Madagascar, les différentes crises politiques et la dégradation de l'environnement, les problèmes économiques, et plus particulièrement la croissance insuffisante de la production agricole, sont une des causes les plus évidentes de l'insécurité alimentaire au niveau national. La production de certaines denrées de base comme le riz n'a pas suivi l'évolution de la demande et encore moins celle des besoins. Le taux d'insécurité alimentaire est la suivante: 2,7 % des ménages ruraux sont en insécurité alimentaire sévère, 24,8 % sont en insécurité alimentaire modérée, et 61,2 % sont à risque. Ainsi, le taux d'insécurité alimentaire (sévere et modérée) est en total de 27,5 % des ménages. Et que les plus forts taux d'insécurité alimentaire se trouvent dans les régions Androy, Anosy (district d'Amboasary) et AtsimoAndrefana (district d'Ampanihy) au sud de Madagascar, où 380 000 personnes soit 30 % de la population sont affectées. Le problème dans le Sud est essentiellement dû à la diminution significative des productions vivrières qui sont dues à la perturbation de la saison pluvieuse (problème climatique).

2. Solutions et recommandations :

Dans sa définition théorique, nous voyons que la sécurité alimentaire est un phénomène dépendant à plusieurs paramètres. A part le niveau de revenu et l'accessibilité alimentaire, la taille du ménage est aussi un enjeu important dans la question de sécurité alimentaire. Plus la taille du ménage est grande, plus le risque de l'insécurité augmente. Dans le cadre de lutte contre l'insécurité alimentaire, il est primordial de sensibiliser et d'aider les ménages vulnérables à limiter leur nombre d'enfants. Ensuite, pour envisager des solutions

adéquates pour la lutte contre l'insécurité alimentaire, plusieurs autres défis décrits ci-dessous restent à soulever par l'État.

- En constatant que les demandes d'emploi sont beaucoup plus importantes que les offres d'emploi créées, il faut augmenter le plus possible le nombre des microprojets pour donner la chance à un maximum de population vulnérable de travailler. Ceci revient à dire qu'il faut augmenter l'engagement du Gouvernement visant à aider les ménages pauvres pour prévenir, atténuer et faire face aux conséquences de l'insécurité alimentaire tout en faisant appel à une stratégie nationale de la protection sociale mettant les risques et les vulnérabilités comme un défi primordial pour réduire la pauvreté et améliorer le capital humain.
- Il est également essentiel, d'un côté, d'apprendre aux ménages vulnérables la façon de bien gérer leurs revenus et de renforcer, de l'autre côté, l'aptitude des communautés locales à entretenir les infrastructures réhabilitées pour être durable.
- Il faut que tous les politiques de production agricole soient prioritaires: pour cela, il est nécessaire de changer les pratiques et les attitudes professionnelles des paysans qui utilisent encore les méthodes de productions traditionnelles aussi bien sur le plan technique que sur les matériaux et matériels utilisés.
- Compte tenu de l'instabilité de la production et des prix, le gouvernement pourrait envisager de constituer temporairement des réserves pour protéger les groupes vulnérables, à utiliser uniquement en cas d'urgence selon des règles transparentes et en étroite coopération avec des commerçants privés.
- A court terme, il faudra assurer la disponibilité et surtout l'accessibilité du riz à prix abordable pendant la prochaine période de soudure.
- A long terme, il faudra que les producteurs de riz continuent de subvenir aux besoins du marché local afin que le pays ne dépende pas des importations coûteuses et pas sûres. Le gouvernement doit aussi prendre rapidement des mesures pour atteindre ces objectifs et communiquer publiquement sa stratégie, afin d'installer un climat de confiance et faciliter la prise de décision rationnelle des intervenants du marché.

Recommandations sur la politique rizicole pour Madagascar et Mali

- **Mesures à court terme**

Même si le riz est disponible en abondance sur le marché, deux facteurs (tous liés à l'incertitude politique et économique actuelle) pourraient causer des pénuries pendant la prochaine période de soudure: les paysans pourraient planter sur moins de surfaces pour la

contre saison par rapport à il y a un an ; les commerçants pourraient ne pas accumuler de stock suffisant.

Ainsi, pour assurer la disponibilité de réserves de riz suffisantes, le gouvernement devrait prendre les dispositions suivantes :

- S'abstenir d'écouler du riz importé à prix subventionné, pour que le prix du paddy puisse se stabiliser à long terme ;
- Fournir une assistance technique et financière pour assurer l'accès des producteurs à des semences améliorées et des engrais pendant la contre saison et la prochaine saison ;
- Augmenter la capacité de stockage de grains au niveau des fermes et des villages et renforcer les mesures d'incitation à accumuler des réserves (par exemple avec des systèmes de récépissé de stockage)
- Se préparer à mettre en œuvre des filets de sécurité pour protéger les groupes vulnérables (par exemple : des transferts de fonds conditionnés qui augmente la pouvoir d'achat des groupes vulnérables sans dénaturer les motivations du marché)

Compte tenu de l'instabilité de la production et des prix, le gouvernement pourrait envisager de constituer temporairement des réserves pour protéger les groupes vulnérables, à utiliser en cas d'urgence selon des règles transparentes et en étroite coopération avec des commerçants privés.

A court terme, ces mesures seront probablement plus efficaces que des mesures de politique budgétaire, pouvant éventuellement provoquer des problèmes politiques. Les mesures protectionnistes comme l'application de taxes d'importation et de TVA sur le prix du riz ne devraient pas être nécessaires parce que le riz importé est bien plus cher que le prix local, bien que moins cher que l'année dernière. Si les marchés fonctionnent normalement, les producteurs devraient pouvoir vendre à profit. En effet, la réintroduction de taxes d'importation sur le riz importé et de la TVA sur le prix du riz augmenterait le prix au détail, ce qui engendrerait des tensions au niveau des consommateurs et pourrait avoir des impacts politiques non négligeables.

- **Mesures à long terme**

Gestion du prix du riz : les décideurs politiques devraient être prudents quant au contrôle des prix ou aux opérations directes de marché (achats et ventes) pour gérer les prix du riz à long terme. La stabilisation des prix est difficile et peut générer des coûts budgétaires élevés. De telles actions pourraient toutefois être justifiées par deux scénarios :

- Si le prix de parité à l'importation est bien en-dessous des coûts de production et que cette situation perdure, les importations à bas prix pourraient inonder le pays, réduisant le prix du paddy et altérant la motivation des producteurs locaux. Les paysans pourraient répondre par la réduction des surfaces cultivées, ce qui diminuerait les revenus des ménages ruraux et ferait dépendre le pays des importations. Dans ce cas, le gouvernement pourrait considérer la réintroduction des taxes d'importation sur le riz. Les bénéfices de cette approche protectionniste pour les producteurs malgaches devraient être en équilibre avec le prix élevé du riz payé par les consommateurs.
- Si le prix de parité à l'importation est bien au-dessus des coûts de production locale et que cette situation persiste, les prix locaux pourraient fortement augmenter, ce qui affecterait considérablement les consommateurs. Bien que les producteurs malgaches doivent répondre à long terme dans l'augmentation de la production, le gouvernement pourrait importer du riz à distribuer aux groupes vulnérables à des prix subventionnés.

Stimulation de la production rizicole:

Mali et Madagascar ont un énorme potentiel à long terme pour augmenter la productivité agricole et baisser les coûts de production. Les producteurs pourraient assurer entièrement les besoins du marché local, et même plus. Cela nécessite juste des interventions dans plusieurs domaines (exemple : dans la technologie de production, les infrastructures, les finances et la coordination du marché). L'augmentation de la capacité de stockage au niveau des fermes et des villages devrait primer car cela permettrait aux producteurs d'éviter les ventes à perte post récoltes et de vendre du grain plus tard dans l'année quand les prix sont meilleurs.

La sécurité alimentaire, au regard de la population mondiale, reste un sujet mystérieux à résoudre sur un angle de court terme. Dans les pays pauvres en général comme à Madagascar et à Mali en particulier, la grande majorité de la population vit en milieu rural et exerce l'agriculture. Et ce dernier est généralement exercée de manière informelle par des individus au sein de la famille voire du ménage mais elle qui joue le rôle moteur pour un développement durable de l'économie et qui contribue un facteur de croissance des autres secteurs, tient une place prépondérante dans la mise en œuvre de cette sécurité alimentaire. Le monde d'aujourd'hui qui est dans une situation d'insécurité alimentaire critique risque de connaître un avenir difficile pour lutter contre la faim, la malnutrition et l'inanition. Les politiques et instruments agricoles visant à augmenter la production agricole remettent en cause que cette dernière est la principale solution qui pourrait résoudre le problème d'insécurité alimentaire et qui devrait être l'objet de concentration. Ainsi, pour accroître cette production, l'agriculture devra compter sur une main d'œuvre rurale plus réduite et adopter des méthodes de production plus efficaces et plus durables, tout en s'adaptant aux changements climatiques et en s'efforçant d'en atténuer les effets.

Quant à l'Etat, qui est l'organisme de base permettant d'appliquer les diverses politiques, il doit renforcer sa contribution en vue de diminuer les différents domaines résultants de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, ce sujet d'insécurité alimentaire, comme il est dit, est l'un des plus étudiés dans tous les perspectives pour amoindrir ses effets dans les pays en voie de développement comme Mali et Madagascar, qui en font partie, est un pays à vocation agricole, pourtant l'agriculture ne parvient pas à subvenir aux besoins de la population parce que selon Sen : « la vraie question n'est pas la disponibilité totale de nourriture mais son accès pour les individus et les familles, si une personne manque de moyen pour acquérir la nourriture, la présence de nourriture sur le marché n'est pas une bonne consolation ».

De plus, le rôle de l'agriculture ne se limite pas seulement au fait d'assurer une sécurité alimentaire lors d'un éventuel d'augmentation de la population ni encore dans la formation d'une demande effective pour atteindre une consommation de masse mais essentiellement dans la formation de revenu excédentaire constituant le capital nécessaire à la mise en place du secteur moderne.

CONCLUSION

« Situation caractérisée par le fait que toute la population a en tout temps un accès matériel et socio-économique garanti à des aliments sans danger et nutritifs, en quantité suffisante pour couvrir les besoins physiologiques, répondant à ses préférences alimentaires, et lui permettant une vie active et d'être en bonne santé » (FAO, 2000)

C'est ainsi que la FAO formule l'idée de sécurité alimentaire. Cette situation n'étant pourtant pas atteinte par bon nombre de pays, notamment les pays en développement de l'Afrique Subsaharienne comme Mali et Madagascar. Nous pouvons aussi dire que l'analyse et la compréhension de la vulnérabilité alimentaire nécessitent une approche à plusieurs échelles géographiques et temporelles.

Le problème de la malnutrition est structurel au Mali. Les hauts niveaux de malnutrition sont dus à un manque d'accès à l'eau potable et aux structures devant assurer la santé publique. Au manque d'accessibilité et au problème du coût peuvent s'associer des facteurs culturels comme le fait que certaines maladies étant attribuées à des facteurs surnaturels, au mauvais sort, etc. Il faut aussi souligner que la pauvreté de l'environnement sanitaire de la majorité des ménages peut être à l'origine de nombreuses maladies. Les régimes alimentaires sont pauvres, et les pratiques d'allaitement, d'alimentation saine et d'hygiène sont dérisoires.

Pour Madagascar, l'accessibilité à la nourriture est probablement la caractéristique de la sécurité alimentaire qui s'est la plus dégradée. En effet, si l'accès physique ne s'est globalement pas amélioré à cause notamment d'une certaine détérioration du réseau de routes et pistes rurales, l'accès socio-économique par la voie du marché s'est aussi considérablement rétréci. C'est l'extension de la pauvreté et la dégradation du pouvoir d'achat des ménages qui sont largement à la base de l'insécurité alimentaire. Deux-tiers des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté, et en milieu rural la proportion dépasse 70%. La diminution des revenus réels par habitant explique entre autres que le niveau de satisfaction des besoins énergétiques soit passé en moyenne de 2 490 à 2 000 kcal/habitant/jour entre 1975 et aujourd'hui

Au total, l'agriculture au Mali et à Madagascar se particularise par des pratiques traditionnelles, peu intensives, et à faibles rendements entrepris par des petits producteurs familiaux. Le profil des ménages en insécurité alimentaire peuvent de se résumer comme suit. L'insécurité alimentaire touche principalement : les ménages pauvres ; les ménages dirigés par des des personnes à faible niveau d'éducation (aucun ou simplement alphabétisée) ; les ménages vivant des dons et assistance, du travail journalier agricole et non agricole, de l'artisanat, de l'emprunt et de la mendicité ; bref, elle touche surtout les ménages ruraux.

Ainsi, pour instaurer un environnement favorable au développement de l'agriculture familiale, il faut des politiques agricoles adaptées et coordonnées en termes d'investissements publics, de crédit agricole, d'accès aux ressources, d'organisation des marchés et des filières agroalimentaires, mais surtout en termes d'accompagnement des exploitations familiales. Une meilleure articulation des politiques agricoles avec les politiques sociales, environnementales et territoriales, notamment en termes d'infrastructures, doit également être recherchée.

Il est donc essentiel de toujours nous rappeler que lorsque nous sommes mal nourris, et a fortiori physiquement, mentalement et intellectuellement faibles, toutes les conditions de pauvreté sont réunies. Une population est donc d'autant plus pauvre qu'elle est mal nourrie et son développement est remis en question puisque ses capacités de création de richesses sont précaires. La lutte contre la pauvreté et la faim demande donc, les efforts de tous, car elle requiert un changement radical et structurel : un changement de mode de vie.

La mise en place du programme de développement pour l'après-2015 (poursuite de l'objectif de l'OMD) nécessite plus de financements et d'innovations. Le lancement de ce programme de développement pour l'après-2015 est en cours, son ampleur et son ambition doivent s'accompagner d'un financement adéquat et d'efforts redoublés pour mobiliser l'innovation, la science et la technologie, notamment concernant la croissance agricole pour assurer un développement durable. Par ailleurs, la question pertinente qui nous vient à l'esprit est la suivante: si effectivement la sécurité alimentaire est assurée au Mali et à Madagascar, la croissance du secteur agricole assurera-t-elle, l'expansion de l'industrialisation, des innovations et du savoir-faire dans le domaine technologique, dans ces deux pays ?

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrage

ADE, (Juillet 2007), « *Evaluation thématique de développement rural et agricole* », Rapport final, Volume1 - Rapport principal, 123 pages

Agence Française de Développement, (2013) « *La sécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne, cadre d'intervention sectoriel 2013-2016* », CIS, 80 pages

Articles

Pierre Calquin et Mohamed Chabane, (2013) « *L'agriculture au cœur des stratégies de développement* », 31 pages

Bélières, (2014), « *Agriculture familiale et politiques publiques au Mali, Document de travail ART-Dev 2014-13* », J-F, 35 pages

Michel Benoit-Cattin et Nicolas Bricas, (2011), « *L'Afrique, quelles stratégies de sécurité alimentaire ? Enjeux et perspectives* », CIRAD / UMR MOISA / Montpellier, 13 pages

Thitirat Wongkaew, (2010), « *L'Accord sur l'agriculture et la sécurité alimentaire durable* », Université Panthéon-Assas (Paris II), 136 pages

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, (2015), « *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde. Objectifs internationaux 2015 de réduction de la faim: des progrès inégaux* », Rome, 66 pages

Banque Mondiale, (2014). Visages de la pauvreté à Madagascar : évaluation de la pauvreté, du genre, et de l'inégalité. Washington, DC, World Bank Group, 23 pages.
<http://documents.worldbank.org/curated/en/2014/04/19556343face-poverty-madagascar-poverty-gender-inequality-assessmentvisages-de-la-pauvrete-madagascar-evaluation-de-la-pauvrete-dugendre-de-linegalite>

FAO, (2014), « *Vers une agriculture familiale plus forte : Points de vue au cœur de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale.* » Rome. 32 pages
<http://www.agriculturesnetwork.org/library/253945>

Minten B., Randrianarisoa J.-C., Randrianarison L., (2003), « *Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar.* » Ed. USAID/ Cornell University / INSTAT / FOFIFA, 13 pages

Jenn-Treyer O., Dabat M.-H. & Grandjean P., (2007). « *Une deuxième chance pour le système de riziculture intensive à Madagascar ?* » In: *La pauvreté rurale à Madagascar : caractéristiques, dynamiques et politiques publiques*, Antananarivo, Madagascar, 29 pages

Enquêtes

Enquête de mise à jour des indicateurs de la sécurité alimentaire au Mali, février 2014, Système d'Alerte Précoce (SAP) ; Programme alimentaire Mondial (PAM)

Enquête National sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Mali, juin 2015, Système d'Alerte Précoce (SAP) ; Programme alimentaire Mondial (PAM), FAO

Rapports et archives

Rapport Spéciale, Mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire à Madagascar (2015)

Rapport 2014, FAO, PAM et FIDA - état de la sécurité alimentaire dans le monde
Sécurité alimentaire et libéralisation agricole (2014)-Rokhaya Diagne (HAL, archive-ouvertes.fr)

Rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde (FAO 2015)
Cervantes-Godoy, D. and J. Dewbre (2010), "*Economic Importance of Agriculture for Poverty Reduction*", *OECD Food, Agriculture and Fisheries Working Papers*, No. 23, OECD Publishing.

Journaux

Madagascar Matin – Banque Africaine de Développement, un million de dollars aux victimes de la sécheresse, 23 Avril 2016

Midi Madagascar – Insécurité alimentaire dans le Sud : besoin urgent de financement, 23 Septembre 2016

Midi Madagascar – District de Tsihombe : 80% des ménages en situation d'insécurité alimentaire sévère, 6 octobre 2016

Le Madagascar – Sécurité alimentaire, l'Androy menacé par le KERE, 14 octobre 2015

Sites internet

<http://www.fao.org>

<http://www.foodsec.org>

<http://www.midi-madagascar.mg>

<http://www.matin-mada.mg>

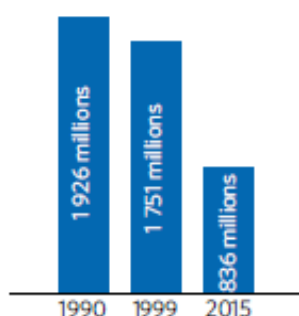
ANNEXE : LES RESULTATS DE L'OMD EN 2015

Objectif 1 : ELIMINER L'EXTREME PAUVRETE ET LA FAIM

Taux d'extrême pauvreté dans les pays en développement



Nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde



- L'extrême pauvreté a diminué de façon significative au cours des deux dernières décennies. En 1990, près de la moitié de la population des pays en développement vivait avec moins de 1,25 dollar par jour; cette proportion est tombée à 14 % en 2015.

- Au plan mondial, le nombre de personnes vivant dans une extrême pauvreté a diminué de plus de moitié, passant de 1,9 milliard en 1990 à 836 millions en 2015. Les progrès ont essentiellement eu lieu depuis 2000.

- Le nombre de personnes dans la classe moyenne active, vivant avec plus de 4 dollars par jour, a presque triplé entre 1991 et 2015. Ce groupe représente maintenant la moitié de la population active dans les régions en développement, par rapport à seulement 18 % en 1991.

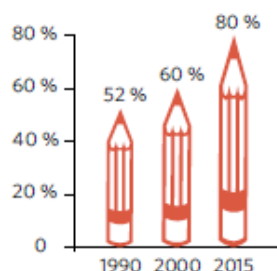
- La proportion de personnes sous-alimentées dans les régions en développement a baissé de près de moitié depuis 1990, passant de 23,3 % en 1990-1992 à 12,9 % en 2014-2016.

Objectif 2 : ASSURER L'EDUCATION PRIMAIRE POUR TOUS

Enfants non scolarisés en âge d'aller à l'école primaire dans le monde



Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire en Afrique subsaharienne



- Dans les régions en développement, le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire a atteint 91 % en 2015, contre 83 % en 2000.

- Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire a été réduit quasiment de moitié dans le monde, passant de 100 millions en 2000 à environ 57 millions en 2015.

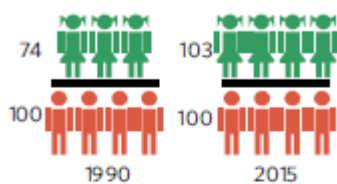
- Parmi toutes les régions, l'Afrique subsaharienne a obtenu les meilleurs résultats en ce qui concerne l'éducation primaire depuis que les OMD ont été mis en place. Cette région a augmenté de 20 points de pourcentage son taux net de scolarisation entre 2000 et 2015, contre un gain de 8 points de pourcentage entre 1990 et

2000.

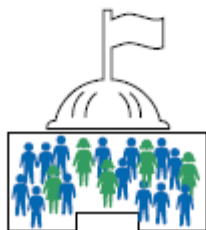
- Le taux d’alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans a augmenté dans le monde, passant de 83 % à 91 % entre 1990 et 2015. L’écart entre les femmes et les hommes s’est réduit.

Objectif 3 : PROMOUVOIR L’EGALITE DES SEXES ET L’AUTONOMIE DES FEMMES

Taux de scolarisation dans l’enseignement primaire en Asie du Sud



90 % des pays ont davantage de femmes au parlement depuis 1995



- Beaucoup plus de filles sont scolarisées qu’en 2000. Dans leur ensemble, les régions en développement ont atteint la cible consistant à éliminer la disparité entre les sexes dans l’enseignement primaire, secondaire et supérieur.

- En Asie du Sud, en 1990, seulement 74 filles allaient à l’école primaire pour 100 garçons. Aujourd’hui, 103 filles sont scolarisées pour 100 garçons.

- Aujourd’hui, les femmes représentent 41 % des travailleurs rémunérés non agricoles, en augmentation par rapport à 35 % en 1990.

- Entre 1991 et 2015, la proportion de femmes dans l’emploi précaire par rapport à l’emploi total des femmes a diminué de 13 points de pourcentage. En revanche, l’emploi précaire des hommes a diminué de 9 points de pourcentage.

- Pendant les 20 dernières années, les femmes ont gagné du terrain dans la représentation parlementaire dans près de 90 % des 174 pays disposant de données. La proportion moyenne des femmes au parlement a presque doublé lors de cette période; cependant, un parlementaire sur cinq seulement est une femme

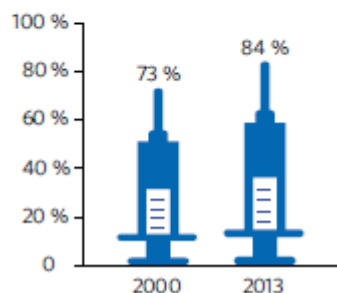
Objectif 4 : REDUIRE LA MORTALITE DES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS

- Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans dans le monde a diminué de plus de moitié, passant de 90 à 43 décès pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2015.
- En dépit de la croissance démographique dans les régions en développement, le nombre de décès d’enfants de moins de cinq ans a diminué, passant de 12,7 millions en 1990 à près de 6 millions en 2015 dans le monde.

Nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans dans le monde



Couverture du vaccin contre la rougeole dans le monde



- Depuis le début des années 1990, le taux de réduction de la mortalité des moins de cinq ans a plus que triplé dans le monde.

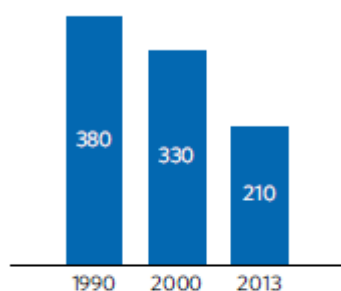
- En Afrique subsaharienne, le taux annuel de réduction de la mortalité des moins de cinq ans a augmenté plus de cinq fois durant la période 2005-2013 qu'il ne l'avait fait lors de la période 1990-1995.

- La vaccination contre la rougeole a permis d'empêcher près de 15,6 millions de décès entre 2000 et 2013. Le nombre de cas de rougeole signalés dans le monde a diminué de 67 % pour la même période.

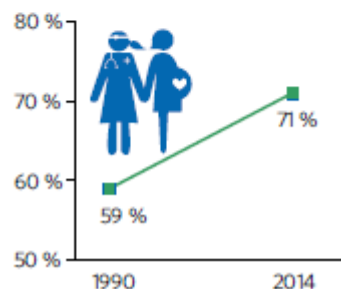
- Près de 84 % des enfants dans le monde ont reçu au moins une dose de vaccin contre la rougeole en 2013, contre 73 % en 2000.

Objectif 5 : AMELIORER LA SANTE MATERNELLE

Taux de mortalité maternelle dans le monde (décès pour 100 000 naissances vivantes)



Naissances assistées par un personnel soignant qualifié dans le monde



- Depuis 1990, le taux de mortalité maternelle a diminué de 45 % dans le monde; la plus grande partie de cette diminution a eu lieu depuis 2000.

- En Asie du Sud, le taux de mortalité maternelle a diminué de 64 % entre 1990 et 2013; il a chuté de 49 % en Afrique subsaharienne.

- En 2014, plus de 71 % des naissances dans le monde ont été assistées par un personnel soignant qualifié, en augmentation par rapport à 59 % en 1990.

- En Afrique du Nord, la proportion de femmes enceintes qui ont reçu au moins quatre visites prénatales est passée de 50 % à 89 % entre 1990 et 2014.

- Dans le monde, l'usage de la contraception chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, mariées ou en couple, est passé de 55 % en 1990 à 64 % en 2015.

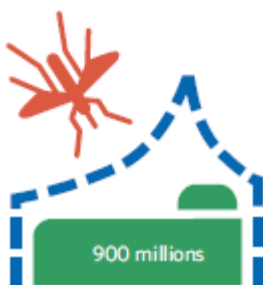
Objectif 6 : COMBATTRE LE VIH/SIDA, LE PALUDISME ET D'AUTRES MALADIES

- Les nouvelles infections au VIH ont chuté de près de 40 % entre 2000 et 2013, passant, selon les estimations, de 3,5 à 2,1 millions de cas.

Traitement antirétroviral dans le monde



Nombre de moustiquaires imprégnées d'insecticide livrées en Afrique subsaharienne, 2004-2014



- Dans le monde, en juin 2014, 13,6 millions de personnes vivant avec le VIH recevaient un traitement antirétroviral, une immense augmentation par rapport à seulement 800 000 personnes en 2003. Le traitement antirétroviral a permis d'éviter 7,6 millions de décès dus au sida entre 1995 et 2013.

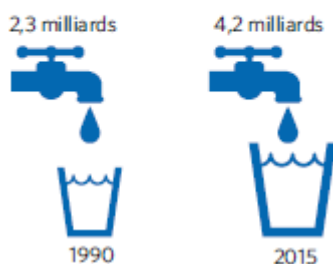
- Plus de 6,2 millions de décès dus au paludisme ont été évités entre 2000 et 2015, principalement chez les enfants de moins de cinq ans en Afrique subsaharienne. On estime que le taux d'incidence du paludisme dans le monde a chuté de 37 % et le taux de mortalité de 58 %.

- Entre 2004 et 2014, plus de 900 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été livrées aux pays d'Afrique subsaharienne où le paludisme est endémique.

- Entre 2000 et 2013, les actions de prévention, diagnostic et traitement de la tuberculose ont sauvé environ 37 millions de personnes. Le taux de mortalité due à la tuberculose a diminué de 45 % et le taux de prévalence de 41 % entre 1990 et 2013.

Objectif 7 : ASSURER UN ENVIRONNEMENT DURABLE

1,9 milliard de personnes supplémentaires ont l'eau potable courante depuis 1990



98 % des substances appauvrissant la couche d'ozone ont été éliminées depuis 1990



- Les substances appauvrissant la couche d'ozone ont été pratiquement toutes éliminées depuis 1990, et la couche d'ozone devrait se reconstituer d'ici au milieu du siècle.

- Dans de nombreuses régions, les zones terrestres et marines protégées ont augmenté considérablement depuis 1990. En Amérique latine et Caraïbes, la couverture des zones terrestres protégées a augmenté de 8,8 % à 23,4 % entre 1990 et 2014.

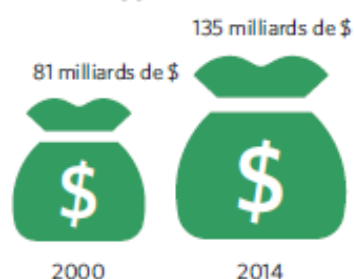
- En 2015, 91 % de la population mondiale utilise une source d'eau potable améliorée, contre 76 % en 1990.

- Parmi les 2,6 milliards de personnes ayant obtenu un accès à une source d'eau potable améliorée depuis 1990, 1,9 milliard avaient l'eau courante. Plus de la moitié de la population mondiale (58 %) bénéficie maintenant de meilleurs services.

- Au plan mondial, 147 pays ont atteint la cible sur l'eau potable, 95 pays ont atteint la cible sur l'assainissement, et 77 pays ont atteint les deux cibles.
- Au niveau mondial, 2,1 milliards de personnes ont accès à un service d'assainissement amélioré. La proportion de personnes déféquant à l'air libre a diminué de près de moitié depuis 1990.
- La proportion de la population urbaine des régions en développement vivant dans des taudis est passée de 39,4 % en 2000 à 29,7 % en 2014.

Objectif 8 : METTRE EN PLACE UN PARTENARIAT MONDIAL POUR LE DEVELOPPEMENT

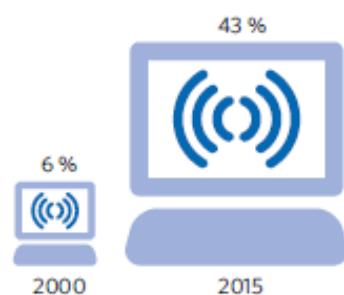
Aide publique au développement



- Les pays développés ont accru leur aide publique au développement de 66 % en termes réels entre 2000 et 2014, atteignant 135,2 milliards de dollars.

- En 2014, le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède ont continué à dépasser la cible des Nations Unies pour l'aide publique au développement de 0,7 % du revenu national brut.

Pénétration d'Internet dans le monde



- En 2014, 79 % des importations des pays développés en provenance des pays en développement étaient admises en franchise de droits, contre 65 % en 2000.

- La proportion du service de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation des pays en développement a chuté de 12 % en 2000 à 3 % en 2013.

- Depuis 2015, 95 % de la population mondiale est couverte par un signal de téléphonie mobile cellulaire.

- Le nombre d'abonnements à des téléphones portables a été quasiment multiplié par dix au cours des 15 dernières années, passant de 738 millions en 2000 à plus de 7 milliards en 2015.
- La pénétration d'Internet a augmenté, passant d'un peu plus de 6 % de la population mondiale en 2000 à 43 % en 2015. En conséquence, 3,2 milliards de personnes sont reliées à un réseau mondial de contenus et d'applications.

Source: Rapport des Nations Unies sur les objectifs de l'ODM, 2015

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES ACRONYMES	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES GRAPHES	vi
LISTE DES FIGURES.....	vii
GLOSSAIRE	viii
LA SECURITE ALIMENTAIRE VIA L'AGRICULTURE : UN FACTEUR DE DEVELOPPEMENT.....	1
INTRODUCTION.....	2
PARTIE I: L'AGRICULTURE: UN MOTEUR DE DEVELOPPEMENT ET DE LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE.....	5
CHAPITRE I : DE L'AGRICULTURE A LA SECURITE ALIMENTAIRE : CONDITION SINE QUA NON DU DEVELOPPEMENT.....	7
A/ Quelques notions à retenir.....	7
1.Notion sur l'agriculture	7
2.Notion de sécurité alimentaire.....	9
a) Conception d'Amartya Sen	9
b) Définition selon la Déclaration de Rome sur la Sécurité Alimentaire (1996).....	10
3.Notion de développement.....	12
B/ L'agriculture au cœur des stratégies de développement.....	14
1.L'importance économique du développement agricole dans la lutte contre la pauvreté et pour parvenir à la sécurité alimentaire	14
2.Le secteur agricole, l'assise d'une stratégie de croissance pour les pays agricoles	16
CHAPITRE II : LES DIFFERENTES POLITIQUES AGRICOLES ET LES INSTRUMENTS PERMETTANT D'ATTEINDRE L'OBJECTIF DE DEVELOPPEMEN.	19

A/ La résolution de l'insécurité alimentaire à travers les différentes politiques agricoles.....	19
1. Les problèmes causant l'insécurité alimentaire dans le monde	19
a) L'insuffisance de la subvention de l'Etat	19
b) Un problème d'accessibilité mais non de disponibilité	20
c) Un problème de sécurité foncière	20
d) L'insécurité alimentaire due à la dégradation de l'environnement	21
e) L'insécurité alimentaire due à un problème démographique	21
f) D'autres facteurs d'ordre politique, social et économique.....	21
2. Les diverses politiques agricoles	22
a) Politique d'augmentation du ratio disponibilité alimentaire/population :	22
b) Les politiques d'abaissement et de stabilisation des prix alimentaires :	24
B/ Les instruments d'intervention d'une politique agricole	25
1. Les instruments d'intervention directe	25
2. Les instruments de la politique commerciale liée aux produits agricole	27
PARTIE II: ANALYSE DE QUELQUES CAS DANS CERTAINS PAYS.....	31
CHAPITRE I: LES CARACTERISTIQUES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI.....	33
A/ Analyse de l'insécurité alimentaire	33
1. Analyse descriptive des ménages et des villages	34
a. Taille moyenne et composition des ménages	34
b. Niveau d'éducation du chef de ménage	35
c. Statut du ménage	35
2. Profil de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages	35
a) Distribution géographique de l'insécurité alimentaire	35
b) Classe de sécurité alimentaire	36
c) Profil des ménages en insécurité alimentaire	39
d) Evolution de la sécurité alimentaire des ménages au Mali.....	40
B/ Politiques agricoles adoptées au Mali	41

1.La politique d'incitation à la production	42
2.Les exploitations familiales et investissements privés dans la zone Office du Niger	43
CHAPITRE II : LES PARTICULARITES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE A MADAGAGASCAR.....	45
A/ L'insécurité alimentaire à Madagascar :	45
1.Evolution de la situation économique et de l'insécurité alimentaire à Madagascar	45
2.Etat actuel de la sécurité alimentaire à Madagascar	47
a. Pourcentage des ménages touchés par l'insécurité alimentaire.....	47
b. Mécanisme de survie adopté par les ménages en insécurité alimentaire.....	49
B/ Les faits concernant l'insécurité alimentaire par région.....	50
1.Les régions du Nord et la capitale :	52
a. La Capitale (La région d'ANALAMANGA)	52
b. Les régions du Nord :	56
2.La région du Sud:	59
C/ Les caractéristiques du « KERE » au Sud de Madagascar :	63
1.Le problème d'accessibilité alimentaire et les contraintes climatiques :	63
2.L'insuffisance de subventions et d'aides provenant de l'Etat:	65
CHAPITRE III: SYNTHESE.....	66
1.Analyse comparative des deux pays :	66
2.Solutions et recommandations :	68
CONCLUSION	73
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	xi
ANNEXE : LES RESULTATS DE L'OMD EN 2015	xiii

Auteurs :

- Mademoiselle RASOLOHERY Sitraka Hanitriniala
- Monsieur RATSIMBARISON Tahirintsoa Santatriniaina
- Monsieur RATSIMBAZAFY Andiniaina Antonny
- Monsieur RAVELOMANANAMPY Stéphan Anderson
- Monsieur RAVELONAINA Vovanirina Anthony

Titre : LA SECURITE ALIMENTAIRE VIA L'AGRICULTURE : UN FACTEUR DE
DEVELOPPEMENT

Nombre de pages: 74

Tableaux : 17

Figures : 6

Annexe: 1

Contact du premier auteur : 033 20 099 44/ sitraka.rasolohery@gmail.com

Résumé

Auparavant, les ressources étaient assez suffisantes pour subvenir aux besoins de la population mondiale. Le problème d'insécurité alimentaire n'était donc pas encore envisagé. Récemment, à cause de l'explosion démographique, la baisse du revenu et la dégradation climatique, la menace d'une éventuelle inaccessibilité aux produits agricoles vient d'être brandie, freinant le développement. Afin d'y remédier, le Gouvernement doit adopter et prioriser des politique agricoles surtout pour les pays à vocation agricole. Or, d'après les faits, au Mali et à Madagascar, deux pays dont la principale activité s'oriente vers le secteur primaire ; il est clair que le vrai problème qui bloque le développement ne réside pas dans la disponibilité agricole mais plutôt, dans l'accessibilité. Combattre la malnutrition et la sous-alimentation devient donc un impératif, étant donné que les aides alimentaires ne peuvent assurer le développement.

Mots-clés : Agriculture, sécurité alimentaire ; développement, politiques agricoles, accessibilité

Encadreur : Docteur, Madame RAMANANTSEHENO Domoina